

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



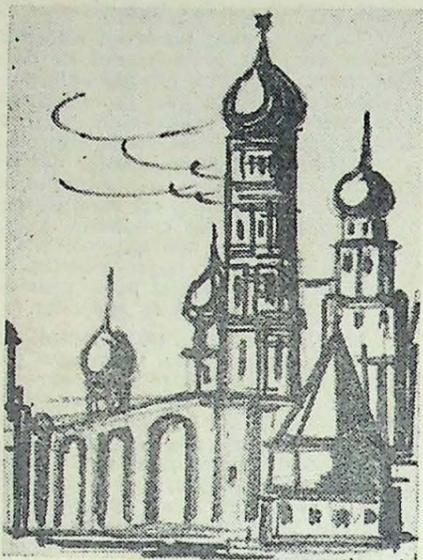
DU PARTI

SOCIALISTE

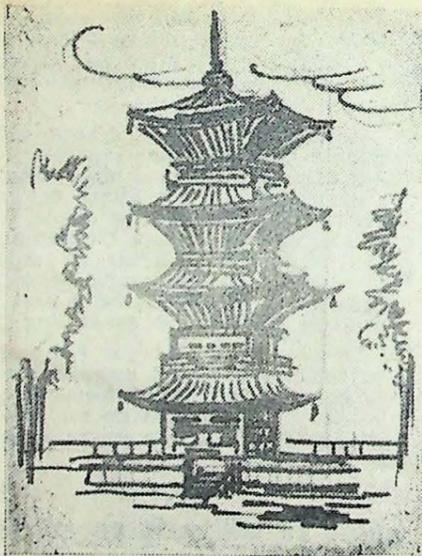
UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 211. — 24 OCTOBRE 1964



MOSCOU ?



PEKIN !



LONDRES...

TRIBUNE LIBRE Conseil national des 7 et 8 novembre

Un article d'Alain Le Dem

Communiqué du B.N.

La presse s'est fait l'écho d'une information selon laquelle le secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. avait « annoncé la reprise prochaine des colloques de la famille socialiste » à l'occasion d'une réunion qui a eu lieu ces jours derniers à Grenoble.

Le Bureau National du P.S.U. tient à préciser que le P.S.U., qui a participé aux diverses confrontations tenues de décembre 63 à avril 64, n'a assisté à aucune réunion tendant à décider la reprise des colloques.

Pour sa part, le P.S.U. rappelle qu'il a fait à plusieurs reprises des propositions pour permettre le regroupement de toutes les forces de l'opposition socialiste sur la base d'un programme commun et qu'il précisera à nouveau ses objectifs à l'occasion de son Conseil National des 7 et 8 novembre.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le B.N. du P.S.U. vient d'éditer, pour la campagne des élections municipales, une affiche. Format demi-colombier, trois couleurs. Prix : 0,15 F l'exemplaire.

Cette affiche est immédiatement à la disposition des Fédérations et des sections.

Des localités rurales aux villes industrielles, les murs doivent se couvrir des mots d'ordre du parti.

Commandes à : T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris-15°. C.C.P. Paris 5826-65.

Pour faire le socialisme, il faut une direction révolutionnaire, c'est-à-dire une direction consciente de la nécessité de remplacer le régime capitaliste par une organisation socialiste de la société, capable aussi de tirer parti de chaque élément d'une situation révolutionnaire.

Il faut donc également qu'existe une situation révolutionnaire.

On ne peut créer artificiellement une situation dont les fils se nouent en dehors de notre volonté.

On ne peut non plus improviser une direction révolutionnaire.

Dans la dure lutte des travailleurs pour le bien-être et la liberté, chaque erreur se paie cher.

Un dirigeant révolutionnaire est avant tout un militant. Sa tâche est de convaincre, jamais d'imposer, moins encore de dénigrer.

Lénine a su tirer parti de la constatation que le peuple apprend plus en une journée de crise révolutionnaire qu'en des années de propagande, pourvu qu'existe au moment décisif un noyau conscient et décidé, capable de formuler des objectifs clairs et la façon de les atteindre.

Participer loyalement à la vie quotidienne

En l'absence de situation révolutionnaire, pareil noyau est forcément restreint. L'alternative pour lui est claire : ou se replier sur lui-même dans la cogitation théorique, l'isolement et l'inévitable sectarisme de chapelle qui en découle ; ou participer loyalement à la vie quotidienne d'une organisation plus large se réclamant du socialisme, même si sa conception nous paraît illusoire !

Nous avons choisi de militer au P.S.U. Notre choix est conscient et nous pouvons participer à ses activités sans aucun renoncement.

Certains peuvent n'être pas d'accord. C'est leur droit. Mais alors ils doivent être logiques. Veulent-ils une organisation large, très large (numériquement s'entend) ? Le P.C. existe et ne refuse pas les militants disciplinés. Préfèrent-ils le groupe restreint de formation théorique ? qu'ils rejoignent la section française de la IV^e internationale ; elle a, dans ce domaine, une longue et sérieuse expérience.

Ainsi, chacun placé dans le domaine qui lui convient, les choses iront bien mieux et si d'autres obtiennent dans la lutte pour le socialisme de meilleurs résultats que nous, nous nous en réjurons sincèrement.

Nous ne prétendons pas idéaliser le P.S.U., mais il a à nos yeux un avantage certain : il existe. De plus, dans ces dernières années difficiles, il a, malgré ses faiblesses, rempli le rôle d'avant-garde du mouvement ouvrier. Cela est vrai pour l'aide aux mineurs ; c'est vrai aussi dans la lutte contre le colonialisme, contre le fascisme, etc.

Cela n'est pas suffisant ? Bien sûr, puisque le socialisme n'existe pas encore. Il reste que cette action du P.S.U. a marqué le mouvement ouvrier actuel. Elle a joué son rôle dans la prise de conscience des courants qui tendent à rendre aux grandes organisations ouvrières un caractère vraiment socialiste.

Le Parti idéal n'existe pas. Le grand parti du socialisme nous le ferons, certes, avec les meilleurs éléments du P.C., mais aussi avec d'autres militants venus de différentes écoles de lutte et de solidarité, avec aussi les jeunes que nous gagnerons à nos conceptions.

Nous acceptons donc le P.S.U. pour ce qu'il est : un rassemblement de militants venus d'horizons divers, ayant pris conscience d'un certain nombre d'erreurs qu'il ne faut pas renouveler mais qui n'ont pas encore trouvé la voie qui mène à la victoire du socialisme. Avec l'aide des événements, nous entendons leur prouver que nos solutions sont les meilleures. Nous avons conscience qu'un parti est composé d'hommes qui ne sont pas

forcément des imbéciles parce qu'ils n'ont pas encore admis ce qui nous paraît clair ; qui ne sont pas non plus des robots parce qu'ils font confiance à des dirigeants dont les convictions nous déplaisent.

En définitive, nous pensons qu'il n'y a, au P.S.U., que deux tendances : une petite minorité révolutionnaire qui peut y mener une action efficace ; une forte majorité réformiste.

Toutefois, cette tendance réformiste se compose actuellement de deux courants. Sous une phraséologie gauchiste l'un n'est que la survivance du réformisme traditionnel, ce contemporain de la démocratie bourgeoise, reflet politique de l'époque des petites entreprises et des notables de canton. Cette époque est révolue, avec elle ce courant est condamné à disparaître. L'autre courant exprime le réformisme de l'époque néo-capitaliste. Son évolution est liée à celle des structures économiques nouvelles.

La nouvelle concentration capitaliste exige des capitaux sans cesse plus importants. La garantie des investissements et des débouchés devient une nécessité. Dans l'optique capitaliste le plan peut jouer ce rôle et la participation du mouvement ouvrier à ce plan est une caution souhaitable pour la bourgeoisie. Pour obtenir cette caution les branches les plus prospères du capitalisme peuvent, en conjoncture favorable, accorder certains avantages. Elles ne peuvent accepter toutefois de réformes fondamentales qui mettraient en cause les bases mêmes du régime du profit. Les limites du néo-réformisme sont d'autant plus prévisibles que le développement du néo-capitalisme dans divers pays tend à rétablir rapidement la dure concurrence pour la recherche du profit, et à éliminer par là même la possibilité de réformes secondaires, supprimant du même coup la base du réformisme. C'est mépriser le militant de base que de prétendre qu'il n'est pas capable d'en tirer les conclusions politiques le moment venu.

En attendant, nous devons tenir compte des faits. Les revendications de salaires, l'aménagement des conditions de travail, la politique des loirs, voilà du réformisme auquel nul ne songerait à s'opposer. C'est en prenant conscience des limites de ces actions politico-syndicales que les meilleurs militants sont venus à l'action politique. Il en sera de même demain.

Le danger ce n'est pas l'existence du réformisme ; c'est qu'au moment où apparaît le vide sur lequel il débouche inévitablement ne s'oppose à lui que la phraséologie creuse du sectarisme.

Agir en militants conscients

Il nous appartient de montrer l'autre face de l'alternative, d'opposer aux solutions réformistes les solutions révolutionnaires. Du P.S.U., actuellement le moins mauvais des partis ouvriers, nous devons faire le meilleur élément du grand parti du Socialisme qui naîtra des efforts de tous.

Nous entendons ne cautionner personne, aucun courant réformiste de la majorité du parti. Nous entendons agir en militants conscients et disciplinés dans le cadre de la démocratie, nous utiliserons notre droit de tendance, c'est-à-dire le droit pour des camarades ayant des vues communes de se concerter pour soumettre à la discussion du parti leurs propositions, en laissant à chacun sa liberté de décision. Nous pensons par contre que l'action de fraction avec discipline de vote, presse extérieure et trésorerie opposées à celles du parti sont la négation de la démocratie, on ne peut être un parti dans le parti sans nuire à l'action en faveur du socialisme. Prétendre imposer ses vues par la fraction, c'est préparer inévitablement une direction de bureaucrates. La tendance en s'efforçant de convaincre réserve la libre détermination de chacun. Les militants ne doivent pas accepter d'être les instruments des bureaucrates. Ils doivent décider de la ligne à suivre car si le Socialisme c'est le bien-être, c'est aussi la liberté.

Congrès des centres culturels communaux

Notre camarade Marc Mangenot, qui a assisté au V^e Congrès de la Fédération nationale des Centres culturels communaux, réuni à Colmar les 9, 10 et 11 octobre, nous fait parvenir le texte de la charte, adoptée à l'unanimité à l'issue de ce congrès, et dont voici les points essentiels :

Après avoir constaté :
— l'augmentation (insuffisante) des crédits accordés à l'action culturelle ;
— l'inconsistance des crédits de paiements destinés au financement de l'équipement culturel,

le congrès demande :

1) une dotation globale et exceptionnelle, de 20 francs par Français afin de rattraper le retard en matière d'équipement culturel (soit environ un milliard), une dotation annuelle d'entretien et de renouvellement de vingt francs à chaque naissance ;

2) l'attribution immédiate de 1 % du budget ordinaire de l'Etat au titre de l'action culturelle (pour les associations : gestion, animation ; pour les collectivités locales : équipement entretien) ;

3) l'utilisation des crédits encore disponibles du IV^e Plan et leur affectation au budget 1965 ;

4) la simplification de la procédure administrative en matière d'équipement ;

5) la participation de la F.N.C.C.C. à toutes les instances qui ont à connaître directement ou indirectement de l'équipement et de l'action culturels.

La F.N.C.C.C. entend prendre toutes dispositions d'information et d'action à l'échelon des communes.

Marc Mangenot.

Collection

1018

* Vol. simple 2,55 F

** Vol. double 4,50 F

*** Vol. triple 6,80 F

**** Vol. quadruple 8,65 F

dictionnaire

LITTRÉ

en 1018



Stendhal :
Vie de Henry Brulard

Jean Cayrol :
Les corps étrangers

Karl Marx :
Manifeste du parti Communiste

Malaparte :
Technique du coup d'état

Charles De Gaulle :
Le fil de l'épée

Un abrégé commode et sûr

dictionnaire LITTRÉ en 1018

Stendhal : Vie de Henry Brulard
où Stendhal s'efforce de rejoindre Henri Beyle

Jean Cayrol : Les corps étrangers
suivi de : La Rature par Roland Barthes
Une œuvre poétique et insolite par le pionnier du nouveau roman

Rivarol : Journal politique national
et autres textes présentés par Willy de Spens
Un polémiste de droite que ne renieraient pas les révolutionnaires

Lenine : La maladie infantile du Communisme

Trotsky : Terrorisme et communisme

Charles De Gaulle : Le fil de l'épée

Union Générale d'Éditions

PROGRAMME D'ABORD

CETTE notion n'est pas nouvelle. Pourtant, elle n'a jamais été aussi actuelle, à condition, bien entendu, que le contenu en soit précisé. Qui ne voit, en effet, que l'accord sur un programme, c'est-à-dire sur une série de propositions capables de résoudre les problèmes posés au pays, est la condition préalable de tout rapprochement durable entre les forces de l'opposition de gauche.

C'est vrai en ce qui concerne le développement des luttes revendicatives dont le succès est compromis par l'absence de perspectives communes à l'ensemble des organisations syndicales, même lorsqu'elles acceptent, à différents niveaux, de pratiquer l'unité d'action.

C'est vrai pour la préparation des élections municipales où il ne suffit pas d'élargir à plaisir les coalitions politiques pour répondre aux questions que se pose journellement la population et obtenir son concours.

C'est vrai enfin pour l'élection présidentielle que le Pouvoir va s'évertuer à transformer en un plébiscite auquel la gauche ne saurait échapper qu'en opposant à de Gaulle ou à son dauphin une équipe, des idées, des solutions.

De Gaulle peut fédérer la droite autour de sa personne en invoquant la stabilité ou la peur du vide. Le candidat de gauche ne peut pas réaliser l'unité autour de lui s'il se contente de déclaration d'intentions. L'enlisement de la campagne de Gaston Defferre en témoigne. Celui-ci a beau demander à longueur de dimanche le ralliement à son « horizon », le fait qu'il ne précise aucun de ses objectifs non seulement renforce notre opposition à ses méthodes, mais laisse finalement l'opinion indifférente à sa candidature.

En réalité, dans cette bataille présidentielle, pour les forces de l'opposition de gauche, politiques et syndicales, le choix du candidat — si importantes que soient les réactions humaines face aux situations difficiles — doit demeurer secondaire. Si l'on aborde au fond la discussion des vrais problèmes qui commandent notre avenir et qu'on leur apporte des solutions dont l'opinion sentira qu'elles sont réalisables à court terme, l'accord ainsi obtenu permettra de surmonter les divisions actuelles. Il n'est pas d'autre voie pour avancer. Il faut proposer et discuter sans exclusive.

Donc, d'abord le programme. Mais attention, il convient là de bien préciser ce que l'on veut et par conséquent refuser la formule classique et usée qui consiste à dresser « le catalogue de ce qui unit en éliminant tout ce qui divise ». Avec le catalogue, on évite de se prononcer sur ce qui compte vraiment : les problèmes économiques, par exemple, ou bien la politique internationale. Une telle

formule peut subir avec succès l'épreuve des élections, elle ne résiste jamais à celle du Pouvoir. Si elle s'exprime dans l'opposition, celle-ci ne s'en désagrège pas moins facilement. Cette tactique aboutit également aux coalitions sans principes dont le « cartel des non », qui en demeure l'illustration la plus frappante, a démontré l'inefficacité.

Dans la phase actuelle de la lutte contre le gaullisme, quatre séries de problèmes exigent une orientation précise. Le P.S.U. les a inscrits à l'ordre du jour de son Conseil National : institutions, problèmes économiques et sociaux, politique internationale, enseignement.

Nous ne sommes pas des malades institutionnels comme on le susurre parfois avec un peu de dédain, mais comment manifester la volonté d'en finir avec le pouvoir d'un homme sans dire à quelles conditions peut se construire une véritable démocratie donnant au peuple les moyens de décider librement des choix essentiels et de contrôler l'action des gouvernants, ce qui est autre chose et va plus loin que le fait de savoir si l'on élit ou non le chef de l'Etat au suffrage universel.

De même, dans le domaine économique et social, se contenter de formules vagues, c'est endormir l'opinion, démobiliser les travailleurs. D'où la nécessité, mieux comprise en ce moment, d'opposer un contre-plan de la gauche au V^e plan gaulliste, contre-plan dont l'objectif serait de garantir le progrès social pour tous en se donnant les moyens propres à sa réalisation, moyens qui s'articulent autour de profondes réformes des structures s'attaquant au système capitaliste et élargissant le pouvoir ouvrier de gestion et de contrôle.

La politique internationale aussi appelle des choix. Se contenter de dénoncer le cocasse ou le spectaculaire de la tournée latine n'est pas dire comment on conçoit l'aide aux peuples du tiers monde. Réclamer le désarmement en termes vagues et généraux ne suffit pas à désengager l'Europe des blocs antagonistes, désengagement sans lequel il n'y a pas, au demeurant, de construction européenne autonome.

La réforme et la démocratisation de l'enseignement appellent aussi autre chose que des pétitions de principes.

Proposer, puis discuter sans exclusive, le second terme est lié au premier. Le P.S.U. n'entend pas imposer. Il considère qu'il est dès maintenant possible de faire avancer la discussion. La S.F.I.O. a évolué et les tendances contradictoires qui s'y expriment à propos du style de la candidature Defferre montrent bien la nécessité d'une clarification de son attitude. Le P.C., encore qu'il manifeste depuis peu un durcissement dans les discussions unitaires qui amène à se de-

mander si l'on n'y éprouve pas la nostalgie des pratiques du stalinisme, admet aujourd'hui que « la mise en œuvre d'une politique économique, sociale, culturelle et extérieure répondant aux besoins du pays, devrait se réaliser sur la base d'un plan économique fondamentalement différent du plan gaulliste par ses objectifs comme par son élaboration démocratique, par ses moyens comme par les conditions politiques de sa réalisation » (déclaration de Georges Marchais au dernier Comité Central du P.C.). Voilà une excellente définition du contre-plan que nous ne renierons pas.

C'est donc bien le débat autour des idées qui offre de nouvelles possibilités d'unité et non la recherche d'une quelconque formule magique.

Pour le P.S.U., favorable à toutes les confrontations, il ne s'agit pas aujourd'hui d'ajouter de nouvelles causes de division aux difficultés actuelles. Son but est de convaincre partis de gauche et syndicats, à tous les niveaux, de la nécessité d'une plateforme d'action qui définisse une alternative socialiste au gaullisme, et non de les déborder par des initiatives non adaptées à la situation actuelle.

L'appel à une candidature unique de la gauche est lié à l'élaboration d'un programme précis constituant le contrat de l'opposition socialiste au régime.

Ainsi pourra être revendiquée sérieusement la succession du gaullisme. Ainsi pourra être mobilisée valablement l'opinion publique.

Voilà le moteur de notre action pour l'immédiat. Bien sûr, un tel contrat ne définit pas la société socialiste idéale, pas plus qu'il ne sonnera l'heure de l'unification socialiste qui demeure la vocation permanente du P.S.U. Mais il permettra, à coup sûr, d'avancer dans cette voie autrement qu'en enfermant les discussions dans des querelles doctrinales dépassées.

On ne raye pas d'un trait de plume plus de 40 ans de divisions politiques et syndicales. Le dogmatisme des uns et l'opportunisme des autres ont la vie dure. Scissions et réunifications tactiques ont laissé des traces qui ne disparaîtront pas sans un approfondissement préalable des problèmes posés à notre société et des moyens de les résoudre, sans que soit recherchée une perspective commune à tous ceux qui se réclament du socialisme.

C'est cela le renouveau socialiste et il exige que se confirme l'évolution amorcée au P.C. et à la S.F.I.O. Il exige aussi un engagement des forces syndicales qui ne peut pas se faire dans la vague. Notre but n'est pas seulement d'aller vite mais d'aller loin, ce qui nous commande de prendre le bon chemin et non une imposse.

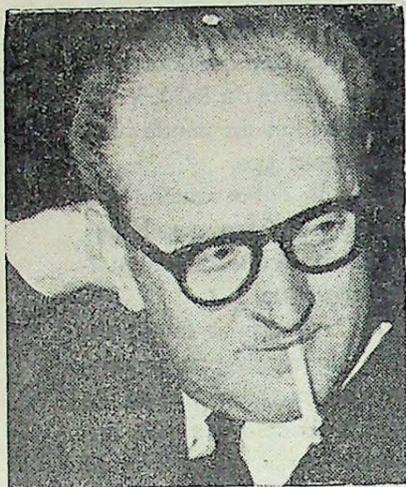
Pierre BEREGOVY

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Les 5 conditions de Guy Mollet

Prenant le relais de Gaston Defferre, occupé à Rome par les problèmes du Conseil des Communes d'Europe, M. Guy Mollet a continué la campagne présidentielle du maire de Marseille.

Très clairement, il a rappelé à ceux qui souhaiteraient la création d'un parti unique d'opposition au gaullisme qu'ils devraient accepter le programme du parti S.F.I.O. dans son entier. Mais, sachant fort bien que



Mollet : au service de Gaston Defferre.

les defferristes de la campagne présidentielle ne souhaitent pas adhérer à la S.F.I.O., il leur a ouvert une porte.

N'adhérez pas à la S.F.I.O., mais adhérez aux cinq conditions suivantes : soyez démocrate, révolutionnaire, laïque, patriote, internationaliste.

Attendons-nous donc, en l'état actuel de la campagne présidentielle, à savoir qu'avec Gaston Defferre ces cinq conditions sont indivisiblement acceptées par les « révolutionnaires » du Centre démocratique d'Arcachon, les « laïques » de l'état-major M.R.P., les « internationalistes » du Centre républicain, partisans hier de « l'Algérie française »...

La Convention libérale et M. Cornu

Ancien secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, sénateur des Côtes-du-Nord par la grâce de M. Pleven, et par conséquent adversaire de M. Mitterrand et donc de Defferre, M. André Cornu, qui aurait bien voulu jadis être le Coty des radicaux, a, par la voix des salons, fait connaître il y a quelque temps sa candidature à l'Élysée.

Cette méthode lui semblant, à lui aussi, insuffisante, après réflexion, il est à la recherche d'une base « populaire ».

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Le Tout-Paris lui paraissant divisé entre les ultras et les progressistes, André Cornu pense pouvoir faire la synthèse de ces extrêmes et remettre bon ordre à la vie capitonée des réceptions et des cocktails.

Il veut donc avoir, dit-il, recours à la seule « instance sérieuse » capable de lui apporter ce « concours populaire ». C'est-à-dire, ne l'ignorez plus : la Convention nationale libérale.

Le mot de Convention étant à la

LAIT

La contradiction du monde paysan

La grève du lait a pris fin. Elle aura duré un mois dans la région parisienne, une semaine de plus qu'ailleurs.

Sa prolongation a fait éclater les contradictions du monde paysan : il est évident que les intérêts des gros céréaliers du Bassin parisien — pour qui le lait est secondaire — ne sont pas identiques à ceux des petits exploitants du Sud-Ouest. Les premiers sont d'ailleurs liés aux partis de droite — aux indépendants notamment — les seconds sont souvent influencés par la gauche traditionnelle, communiste et S.F.I.O., ou par des hommes d'esprit moderniste, tels que Marcel Bruel et le nouveau président du C.N.J.A.

Pourtant, la grève du lait avait bien commencé ; elle avait été suivie par les producteurs et les coopératives de distribution ; elle n'avait guère rencontré d'hostilité chez les travailleurs des villes, au moins dans leur fraction militante (F.O. exceptée). Elle était en tout cas plus efficace que la grève des achats de matériel — qui, en fait, est peu observée — ou que des manifestations sans lendemain sur les routes ou devant les préfectures.

Quant au projet d'une motion de censure au Parlement, il ne saurait avoir beaucoup d'échos, étant donné la composition de l'Assemblée actuelle. La gauche aurait pu en prendre l'initiative, tant que durait la grève du lait. Actuellement, ce n'est plus qu'une tentative de « cartel des non » vouée à l'échec.

Le gouvernement a tenu bon. Il se retranche derrière les décisions attendues du Conseil des six ministres de l'Agriculture qui vient de s'ouvrir à Bruxelles et qui se préoccupe notamment de l'harmonisation des prix des céréales, de la viande et des produits laitiers. Ces décisions devraient être favorables aux producteurs français en ce qui concerne les deux pre-

mode par-ci par-là, précisons donc qu'il signifie la réunion de personnes prises individuellement en tant que telles, et par conséquent dégagees de leurs appartenances politiques et syndicales si elles en ont. Des individus hors du « carcan » des partis. Des citoyens « dans le vent » de la méfiance contre les états-majors. Des démocrates, donc...

Quand ils sont libéraux, c'est qu'ils désirent monnayer l'annonce de leur candidature contre de subséquents accords de désistements.

Parions que M. Cornu ne sera pas « véritablement » candidat à l'Élysée !

mières séries de produits. Mais ainsi que nous l'avons souligné, l'accord sera difficile à réaliser, étant donné les réticences du gouvernement allemand, talonné par ses agriculteurs qui risquent de faire les frais de « l'harmonisation ».

Maurice Combes

N.D.L.R. — Dans le dernier article paru dans le numéro 210, on a parlé du Plan Marshall numéro 2 concernant les prix agricoles européens. Heureusement les Américains n'y sont pour rien. C'est du plan Mansholt qu'il s'agit (du nom du ministre hollandais de l'Agriculture).

Un succès du gouvernement

Cette semaine, au Sénat, le ministre de l'Agriculture aura à répondre à un interpellateur auquel il ne s'attendait pas, sur une question qui le met, certes, en position bien délicate. M. Kauffmann, sénateur M.R.P. du Bas-Rhin, demandera, à la tribune, au gouvernement les motifs profonds qui l'ont amené à une épreuve de force bien inattendue : 2.000 C.R.S. étaient envoyés, en effet, à Strasbourg, dans les premiers jours de la grève du lait et entreprirent gaillardement de briser le barrage de tracteurs que les paysans alsaciens avaient disposé autour de la laiterie centrale, dans le but de vérifier la destination des transports de lait. Le résultat fut immédiat : heurts violents entre paysans et C.R.S., durcissement sans faille de la grève devenue totale, participation d'élus locaux aux manifestations de protestations et... aux échanges d'arguments frappants qui eurent lieu, plusieurs jours de suite, aux alentours de la laiterie. Ainsi un département votant à 90 % pour de Gaulle se voyait, par on ne sait quelle erreur politique du gouvernement, confronté à la réalité du régime.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Grève unitaire

Hier centres d'apprentissage, parents pauvres dès 1947 de l'Éducation nationale, installés le plus généralement en annexe des lycées, hébergés longtemps dans des classes préfabriquées, aujourd'hui, les collègues d'enseignement technique ont pris petit à petit la place qui leur revenait. Celle de préparer la formation des futurs ouvriers nécessaires à l'industrie française. Mais au prix de quel effort, de quel dévouement des directeurs et professeurs ! Il a fallu improviser dès leur création, non seulement les programmes, mais l'installation pourtant primordiale des ateliers. Il a fallu se battre pour obtenir les crédits, les plus resserrés, nécessaires à leur fonctionnement. Combien de centres n'ont pas eu pendant longtemps les crédits utiles à l'achat des matières premières ?

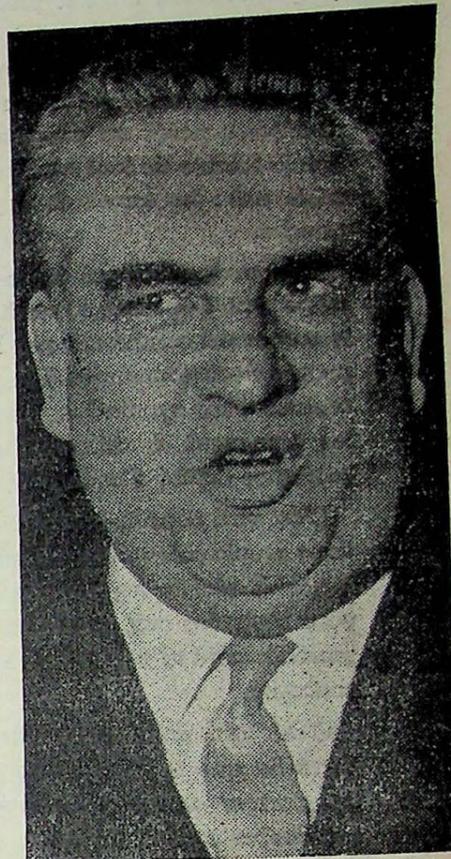
Combien d'enseignants se sont vus devant des classes de 60 élèves et plus ? Combien de directeurs et d'économistes se sont arrachés les cheveux pour modifier l'état de leurs besoins pour les adapter aux crédits accordés ?

Et comme on comprend l'esprit de leurs revendications quand on sait que la petitesse des locaux, l'insuffisance criarde de constructions scolaires les obligent chaque année à laisser à la porte de leurs collèges bien plus d'élèves qu'ils n'en reçoivent. D'autant plus que la courbe démographique et la politique de sélection scolaire orientent le plus grand nombre d'élèves du primaire vers cette scolarisation technique.

L'action unitaire des syndicats a obtenu la semaine passée un grand

succès à travers toute la France. Mais cette action doit continuer non seulement pour la construction de locaux, mais également pour une juste rémunération des professeurs. Quand comprendra-t-on à l'Éducation nationale que la sélection des diplômés ne doit pas être l'unique critère des traitements, s'il demeure celui des compétences ?

Enseigner l'algèbre à 60 élèves du technique est aussi méritoire que le faire pour 40 élèves de 6^e ou 20 élèves de 1^{re}. Et faire plus d'heures de cours dans le technique que dans le secondaire devrait donner droit, non



(Photo Agip.)

Fouchet : à orienter.

pas à un salaire inférieur, mais à une rémunération supérieure.

Ajoutons que la politique du grand capitalisme menée par le gouvernement gaulliste se complète avec le désir du patronat de prendre à son compte la formation professionnelle de ses futurs ouvriers. Une formation intéressée, bien entendu, puisqu'elle sortirait de l'Éducation nationale pour les assujettir aux structures patronales, la grande masse des futurs syndiqués, à qui je doute que serait donné le même état d'esprit d'objectivité et de liberté.

Oui, l'action doit continuer.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Un prophète

« Le régime des bavardages est définitivement condamné », vient de prédire le compagnon Baumel, chef d'état-major des inconditionnels et voyant extra-lucide.

Diable ! Diable ! Si c'est vrai, c'est grave...

Quoi ! Condamné à se taire le ministre touche à tout Peyrefitte, dont les avis autorisés sur la bombe et sur l'agriculture font les délices du royaume ? Et condamné à se taire, Pompidou le glorieux, qui prend plaisir à discourir comme un quelconque président du Conseil de l'abominable Quatrième ?

Condamné à se taire — oh ! pardon : celui-là est du domaine réservé ; il ne bavarde pas : il cause, il cause...

Mais le prophète n'a-t-il pas dit : définitivement ? Alors, aucun doute, nous subissons encore les Peyrefitte, Pompidou et autres Baumel !...



Pisani à La Réunion : « Je préfère le sucré. » (Photo A.D.P.)

VOYAGES

Pisani à l'aide de Debré

Ainsi donc, seul courageux du gouvernement, M. Pisani a été soutenir M. Debré dans son « fief » de La Réunion.

On pourrait se demander pourquoi un ministre U.N.R. ne s'est pas offert le voyage... Mais on ne sera pas curieux.

Dans un récent article, nous annoncions ce voyage en prévoyant qu'il serait comme une manière de récompense pour les fidèles soutiens de l'ancien président du Conseil.

Jugez si nous avions tort ! M. Pisani s'est peu soucié du climat économique et social de l'île. Il ne s'est guère penché sur les conditions de vie des travailleurs. Il n'a point cherché à savoir si la démocratie était respectée : non, il a promis des subventions aux producteurs pour éviter à ceux-ci les pertes de bénéfices. Il a recommandé aux plus petits exploitants de se laisser vite digérer par les gros. Comme cela, M. Debré pourra passer moins de temps à faire la visite des

« notables ». Car il ne suffit pas, en effet, de promettre une augmentation du contingent de sucre de La Réunion acheté par la France au cours intérieur français, il s'agit de savoir si cette augmentation s'appliquera d'abord aux petits planteurs en difficulté ou, sous couvert de répartitions au prorata de la production, ne profitera pas exclusivement aux gros producteurs capitalistes liés à M. Debré par des relations qui ne sont pas seulement familiales.

Enfin, si les subventions sont immédiates, la construction d'un collège agricole et d'un lycée agricole sont pour... « les prochaines années ». On ne sait donc pas quelle génération de jeunes Réunionnais aura la chance de pouvoir en profiter. Jusque-là, il leur restera toujours à apprendre, dans les domaines des gros producteurs, comment un bon travailleur ne peut gagner plus, puisque son pauvre employeur a besoin de subventions pour survivre.

SOCIAL

Lourdes : Indépendance économique

La Société Laurent, de Lourdes (appareils ménagers Elaul), employant environ 200 personnes, a vendu ses établissements à une société américaine, la firme Scowill qui possède 12 usines réparties dans le monde entier ; une importante filiale de cette marque occupe 800 ouvriers à Pontarlier pour la fabrication de valves de pneus d'automobiles. Le chiffre d'affaires de Scowill dépasse 850 millions par an.

Le capital de la société constituée pour la gestion des établissements Laurent s'élève à 6 millions de francs (600 millions d'anciens francs).

La nouvelle société sera dirigée par un ingénieur français assisté d'un gérant.

La société Laurent avait été implantée à Lourdes il y a dix-huit ans. Elle avait connu de grandes difficultés financières en 1962 ; l'absorption par la firme américaine a été nécessaire par l'obligation de remboursement d'échéances prochaines.

Les fabrications des Etablissements Laurent leur avaient valu l'Oscar de l'exportation il y a quatre ans, en raison des efforts importants qu'ils avaient faits pour conquérir les marchés étrangers.

Au cours d'une conférence de presse, tenue le 12 août, M. Henri Maubert, directeur général adjoint de la société Scowill et gérant de la Scowill-France (raison sociale de la nouvelle société lourdaise), a déclaré : « Nous entendons augmenter consi-

dérablement et très rapidement le volume d'affaires des anciens Etablissements Laurent. Nous améliorerons et développerons la gamme des produits actuellement fabriqués et nous lancerons une gamme nouvelle d'appareils électro-ménagers.

« L'une de nos filiales fabrique, aux Etats-Unis, des aspirateurs, des fers à repasser, des mixers, des sècheurs pour cheveux, des appareils de cafés-restaurants, etc. Nous aurons, à Lourdes, une version « européenne » de ces appareils, c'est-à-dire que ceux-ci seront adaptés aux conditions européennes.

« Pourquoi avons-nous choisi la France, et Lourdes en particulier, pour notre nouvelle filiale ?

« Nous avons retenu la France, entre trois pays, après une étude du marché européen, d'abord en raison de sa bonne situation économique générale, de sa stabilité politique, ensuite parce que le marché intérieur en ce qui concerne nos produits est large et très loin de son point de saturation.

« Quant à l'usine lourdaise, elle a répondu à notre désir de trouver une usine ayant déjà une production valable et un circuit de distribution étendu.

« J'ajouterais que la bonne situation de la main-d'œuvre départementale, la réputation de bon accueil de la région et le concours que nous apportent toutes les autorités départementales et locales furent des arguments supplémentaires. »

TOURNUS

Grève illimitée

Depuis le 22 septembre, l'atelier de chaudronnerie de la Manufacture métallurgique de Tournus (fabrication d'ustensiles en aluminium) est en grève pour une durée illimitée.

Au mois de juillet dernier, la direction avait promis une revalorisation des salaires de l'atelier pour le 1^{er} octobre. En effet, de gros écarts existent à l'intérieur de l'usine :

Salaires pratiqués de l'atelier chaudronnerie	Salaires pratiqués dans les autres ateliers
O.S.1 2,80	de 3,55 à 3,90
O.S.2 3,26	de 3,65 à 4,30
O.P.1 3,51	de 3,60 à 4,03
O.P.2 3,80	de 4,05 à 4,24

En septembre, une demande d'augmentation horaire de 20 centimes fut présentée. Mais la direction a refusé toute discussion. La grève a donc été déclenchée, appuyée par les organisations syndicales de l'entreprise (C.G.T. et C.F.T.C., représentées respectivement par Robin et Thierry), qui collaborent étroitement dans un comité intersyndical de grève.

L'intransigeance et la mauvaise foi de la direction ont soulevé l'indignation de la population qui a manifesté sa solidarité en répondant généreusement aux collectes et en participant en masse (1.000 manifestants) au meeting organisé le 13 octobre.

Malgré les dérobades du maire U.N.R. de Tournus, le mouvement de solidarité s'étend et l'on peut espérer que les grévistes pourront tenir jusqu'à ce que la direction cède.

Car il faut qu'elle cède. Ainsi que le fait remarquer un communiqué commun C.F.T.C.-C.G.T., « le conflit n'est pas seulement celui de la Manu, c'est une épreuve de force entre syndicats et direction et elle a une influence certaine sur l'ensemble de la métallurgie et les travailleurs de toutes les professions ».

Les salariés de la Manu ont compris que les promesses ne sont que des chiffons de papier pour le patron. Il apparaît nettement, dans cette affaire, que tant que le pouvoir (dans l'entreprise comme ailleurs) appartiendra aux patrons, les salariés seront toujours bernés et exploités.

O.R.T.F.

Nouveau style de lutte pour les syndicats

Le pouvoir gaullien, toujours à la recherche de grandeur et de puissance, met au point sa seconde force de frappe. C'est l'O.R.T.F. D'ailleurs, elle est déjà employée avec plus ou moins d'efficacité sur le public et, demain, définitivement polie, elle sera l'arme absolue pour gagner les prochaines consultations populaires. Les victimes désignées, ce sont les P.C.D.F. (lisez les braves électeurs dépolitisés, mis en condition, rendus inertes comme les poissons d'une rivière dans laquelle on ferait passer un courant électrique ; les poissons ne sont pas morts, ils sont paralysés ; les auditeurs croient choisir entre les deux chaînes de télévision et les différentes émissions d'information de radio, mais ils recevront toujours la même pâture).

Les travailleurs de l'Office R.T.F., conscients d'avoir été lâchés par une opinion publique habilement trompée, luttent désormais sur le plan syndical, le dos au mur. Face à une direction qui a fait ses preuves ailleurs (Astoux chez Simca), les syndicats tentent, aujourd'hui, de trouver un nouveau style de lutte.

La Fédération nationale du spectacle (C.G.T.) et le Syndicat national de Radiodiffusion et de Télévision (S.N.R.T.) ont envoyé à l'honorable vieillard qui académise à la présidence du conseil d'administration une lettre ouverte où ils expriment « leurs inquiétudes concernant l'orientation et l'avenir de l'O.R.T.F. », tant en ce qui concerne la situation du personnel qu'en ce qui touche les perspectives d'avenir de l'Office ».

A propos de la pseudo-représentation du personnel au sein du conseil d'administration, ils déclarent :

« Nous rappelons que nous ne saurions reconnaître comme représentant valablement le personnel des délégués qui n'auraient pas été élus à l'issue d'une consultation de l'ensemble du

personnel de l'Office sous forme de vote à bulletin secret. »

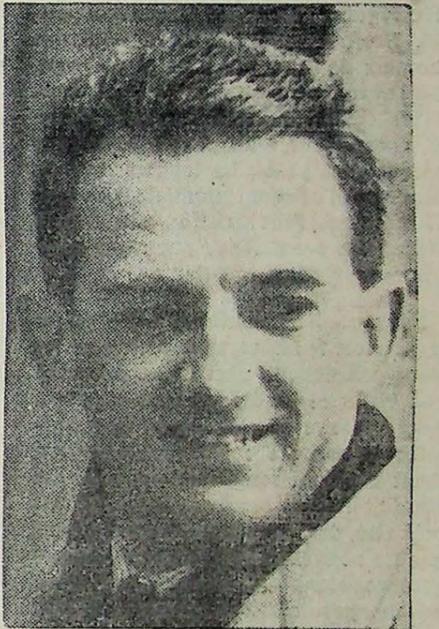
Après avoir énuméré les nouvelles dispositions des nouveaux statuts intéressants les personnels, il est souligné très justement que :

« Désormais, l'O.R.T.F. est dotée du statut le plus rétrograde de tous ceux concernant les offices et établissements publics, puisque celui-ci ne comporte pas les garanties élémentaires accordées aux personnels par la loi. La seule réaction, devant cet état de fait, est venue des syndicats de l'O.R.T.F. qui ont décidé d'attaquer ces textes en justice. Le conseil d'administration est resté muet sur ce point. »

Soulignons que le Syndicat national des journalistes, conjointement avec le syndicat C.F.T.C., a formé un recours auprès du Conseil d'Etat en ce qui concerne les conditions de désignation des représentants du personnel, et que, par ailleurs, le Syndicat F.O. des journalistes fait étudier par un avocat au Conseil d'Etat, les conditions d'un recours contre la direction générale de l'Office à propos de « la modification unilatérale d'un texte auquel on avait abouti par voie de négociation, en particulier en ce qui concerne le caractère paritaire des relations entre la direction et les syndicats ».

De son côté, le S.N.R.T. se déclare « profondément inquiet devant les menaces qui pèsent, tant sur le personnel que sur les perspectives immédiates d'avenir de l'O.R.T.F. ».

Le S.N.R.T. insiste sur « les graves conséquences que risquent d'entraîner les dispositions aux termes desquelles les monopoles de conception et de fabrication viennent d'être enlevés à l'O.R.T.F. », et il se demande



(Photo A.D.P.)
Peyrefitte : sa force de frappe : l'O.R.T.F.

si la formule « L'O.R.T.F., service public national à la disposition de la nation », est encore celle qui inspire la gestion de l'Office.

Terminons par certaines prises de position des journalistes F.O. Ceux-ci, souhaitant la « libéralisation » promise, espèrent encore que les principales tendances de pensée et les grands courants d'opinion pourront s'exprimer par l'intermédiaire de l'Office et que, d'autre part, seront annoncées comme émanant du gouvernement les déclarations ou communications diffusées à sa demande.

Mais le Syndicat F.O. des journalistes de l'O.R.T.F. reste néanmoins sceptique, car il voit, dans le refus du gouvernement de nommer au conseil d'administration un représentant des journalistes professionnels de l'O.R.T.F. — et élu démocratiquement par ses pairs — « une volonté délibérée de limiter les pouvoirs du nouvel organisme dans le domaine du contrôle de l'objectivité, non seulement en ce qui concerne l'exactitude des informations diffusées, mais surtout la façon de les présenter, l'importance donnée aux diverses nouvelles et les omissions volontaires ».

Non, tout ne va pas pour le mieux au sein de l'Office. Seuls ne semblent pas encore s'en rendre compte ceux qui croient être compétents au sein d'un conseil d'administration et ferment les yeux pour ne rien voir.

Oui, il faut réveiller une opinion publique en grand danger devant l'utilisation de l'arme de dissuasion gouvernementale à usage populaire qu'est l'information radio et télé aux mains des gaullistes.

Bertrand Renaudot.

U.R.S.S.

Le putsch de Moscou :
mais cette fois, il faudra
dire pourquoi.

RIEN ne laissait prévoir la « bombe » Khrouchtchev. C'est peut-être là la principale leçon à tirer de ce qui vient de se passer à Moscou. L'U.R.S.S. ce n'est plus Staline, mais c'est encore une poignée d'hommes qui luttent pour le pouvoir. L'un l'obtient, jusqu'au jour où un autre le remplace. La Pravda appelle ce genre de coup de théâtre un retour à la « direction collégiale ». Ses lecteurs, habitués aux rites du régime, constatent un matin que les télégrammes officiels ne sont plus adressés à X, mais à Y. Le comité central a décidé pour 220 millions de Soviétiques. « Pour sa part, le P.C.F. poursuivra ses efforts pour la démocratie et le socialisme », déclarait le 16 octobre un communiqué de « notre » Bureau politique. Il y a en effet fort à faire...

Nous sommes donc conviés à nous habituer à des nouveaux noms. M. Kossyguine dirige le gouvernement, M. Brejnev le parti. D'un côté, un homme de la « machine » du parti, de l'autre, un technocrate qui a toujours bien travaillé. Avant même d'« expliquer » au peuple soviétique ce qui s'est passé, les leaders du jour rassurent l'opinion mondiale. Les ambassadeurs font visite aux chefs d'Etat. La coexistence pacifique continue, leur déclarent-ils.

Pourquoi Khrouchtchev a-t-il perdu le pouvoir ? La version officielle ne tient pas debout : on ne se découvre pas vieux et cardiaque tout à coup... Autre preuve du ridicule de ce « bulletin de santé » : Khrouchtchev n'a droit à aucun remerciement pour ses bons et loyaux services; tout a été fait très vite, dans une hâte suspecte, sans que les nouveaux mots d'ordre à usage interne aient été préparés, et alors que le chef de l'Etat cubain et ministre français étaient en visite officielle.

Un style, une suite
d'aventures

« K », c'était une suite d'aventures politiques plus ou moins réussies, lancées dans un style qui devait hérisser les puritains qui font carrière dans la hiérarchie du parti. Rappelons-nous la manière dont il dénonça les crimes de Staline... Il avait dû se débarrasser de pas mal d'adversaires et tenir compte de l'opposition d'hommes réticents. Quand il sentait qu'il tenait en main le parti, il prenait des initiatives qui sont restées fameuses : il fallait défricher les terres vierges, réformer l'administration de l'économie, faire évoluer les kolkhozes, repenser l'enseignement, mettre du beurre sur le communisme. Il fallait voyager, aller en Inde, aux Etats-Unis, en France, en Yougoslavie, en Scandinavie..., en Chine. « K » reculait à Cuba devant un Kennedy résolu à ne pas céder. Les ordres de Moscou n'étaient plus des ordres que pour les partis frères les plus rétrogrades, les plus dévialisés. A l'Est, les nationalismes renaissaient : les démocraties populaires n'acceptaient qu'avec réticence la division du travail au sein du « Marché commun » communiste, la Roumanie osait ne pas condamner la Chine, la réunion préparatoire à la Conférence mondiale des partis communistes n'était pas appréciée de tous. A l'Ouest, il y eut le fameux texte de Togliatti, que « K » fit publier intégralement dans la Pravda. La coexistence pacifique battait son plein : le traité sur l'arrêt des expériences atomiques aériennes avait été signé en 1963, et, pendant l'été 1964, la diplomatie américaine avait pu faire ce que bon lui

semblait sans que « K » intervint, que ce soit dans le golfe du Tonkin ou au Congo. Le schisme entre Pékin et Moscou était passé du stade des coups d'épingle à celui des injures, et, à la conférence des pays non alignés du Caire d'octobre 1964, nul n'avait même fait allusion à l'U.R.S.S. La Chine, par contre, fut ménagée.

Difficultés dans les relations avec les partis communistes, coexistence pacifique pouvant aboutir à des reculs diplomatiques, politique intérieure où l'arbitraire régnait moins que sous Staline, où les victoires (vaisseaux spatiaux) prenaient place à côté des échecs, style « dégelé », tel est le bilan. Et maintenant ?

Il y a des certitudes, et il y a des probabilités.

Une structure inchangée

Sur le plan intérieur, il n'est pas question de toucher à la structure politique en place. Autrement dit, il reste un groupe d'hommes au sommet, qui continueront de faire savoir au peuple et à l'étranger où en sont leurs points d'accord et leurs luttes d'influences au moyen de petits signes protocolaires qui ont une si grande importance dans le monde soviétique. En admettant, au mieux, que leurs motivations aient la paix et le bien du peuple pour origine, il reste que ces jeux politiques n'ont rien à voir avec un authentique socialisme. On commençait à oublier cette réalité sous Khrouchtchev. Il est bon de le rappeler au passage lors de sa chute.

Dans le « camp » socialiste, la désagrégation de l'ancien « bloc » va se poursuivre. Beaucoup de dirigeants s'étaient trop engagés dans la ligne de « K » pour pouvoir reculer. Déjà la Hongrie, la Pologne l'ont fait savoir. On sait l'indépendance d'esprit de la Roumanie.

Dans l'Internationale communiste, le désarroi, qui était grand déjà, ne peut que s'amplifier. Les P.C. italien, autrichien, scandinave demandent des explications. Dès le 17 octobre, la Pravda publiait des textes de partis communistes étrangers où la Chine était prise à partie. Il se peut que la conférence des partis ait lieu ; la réunion préparatoire, par contre, est compromise.

Sur le plan de la politique étrangère, la coexistence pacifique va continuer. On voit d'ailleurs difficilement comment il pourrait en être autrement. L'équilibre dans la terreur reste le même entre les deux super-puissances. Lorsque l'U.R.S.S. lance une offensive, ce n'est pas pour « contrer » les Etats-Unis, mais la Chine ; ainsi, elle aide considérablement l'Indonésie dont le puissant parti communiste, qui partage le pouvoir avec des éléments anti-communistes, est résolument pro-chinois.

Tout cela paraît certain. Qu'en est-il des hypothèses ?

Pour une réflexion
socialiste moderne

Il se peut que le nouveau duo ne reste pas au pouvoir très longtemps. Si la carrière de M. Kossyguine n'a jamais été très liée à celle de « K », il en va différemment de M. Brejnev,

qui doit tout au maître détrôné. Vienne quelque nouveau déboire, et M. Brejnev pourrait bien se voir reprocher d'avoir fait longtemps cause commune avec celui qui gouvernait « du fond d'un fauteuil », comme dit curieusement la Pravda du plus mobile des leaders que l'U.R.S.S. ait connus.

Il se peut aussi que la lune de miel qui s'esquissait avec l'Allemagne de l'Ouest prenne fin. Adjourbel était venu en tournée exploratoire, et, au genre, devait succéder bientôt le beau-père. Ce flirt avec Bonn, qui ne devait pas plaire outre mesure à Ulbricht, aurait lui aussi joué un rôle dans le changement politique moscovite.

Quelles que soient les conséquences du putsch de Moscou, les socialistes français ne peuvent pas ne pas réagir devant certaines méthodes et devant les approbateurs inconditionnels de ces mêmes méthodes.

Certes, les dirigeants soviétiques « représentent » des grands courants de leur société. Ainsi, dans une certaine mesure, ce sont les cadres moyens du parti qui ont gagné la semaine dernière, avec leur volonté d'« ordre » sans fantaisie et leur peur du changement. Il n'empêche qu'il y a encore en U.R.S.S. aucune courroie de transmission sérieuse entre la base et les chefs. Le temps est fini où on s'exterminait pour le Kremlin, mais le temps n'est pas fini où quelques-uns pensent pour la masse.

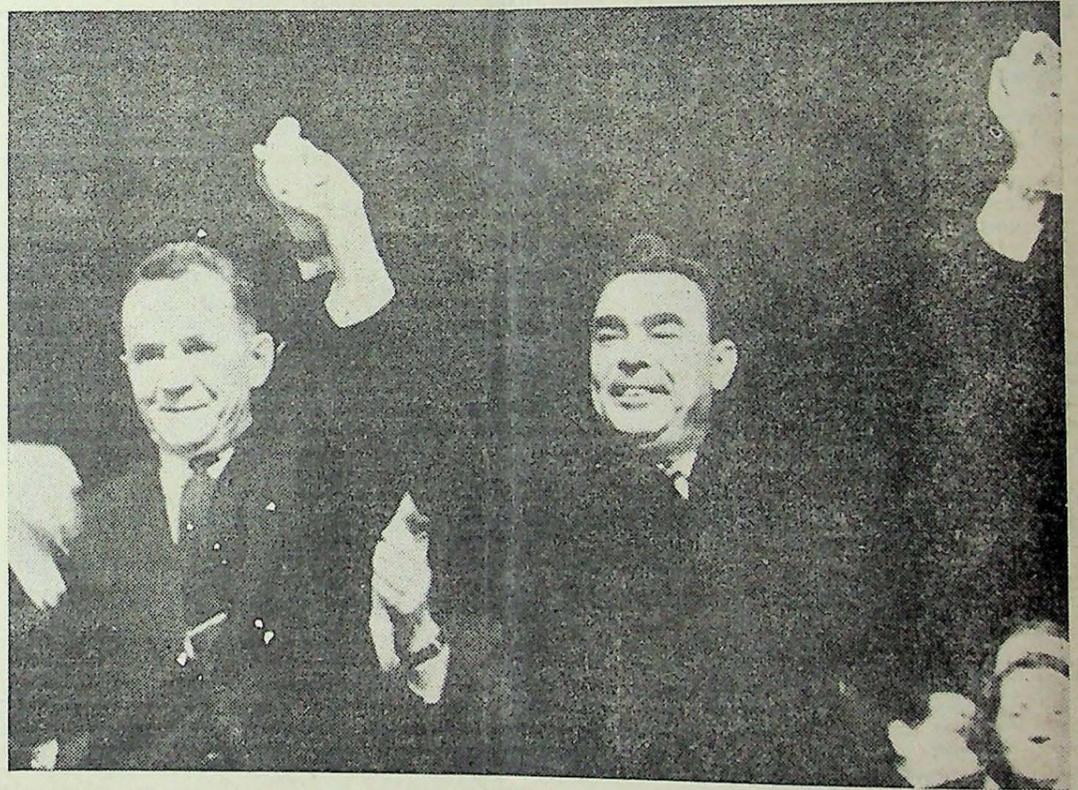
A Paris, le P.C.F. parle, dans son communiqué du 16 octobre, du « rôle éminent du parti communiste de l'Union soviétique ». Cette « éminence » paraît de moins en moins acceptable à beaucoup de communistes, italiens en particulier. Quand le parti français

daignera-t-il faire preuve d'un minimum d'esprit critique ? Quand avouera-t-il en public qu'il aimerait que des comptes lui soient rendus à propos de ce qui se passe à Moscou ? Les réactions de la S.F.I.O. n'ont guère été plus brillantes. Craint-on de se faire accuser d'être de droite, si l'on critique des mœurs politiques surannées ?

En fait, ici et là, la grande réflexion sur le socialisme moderne n'est pas entamée. C'est peut-être ce qui permet à quelques groupes « chinois » de se développer : devant la sclérose locale, on va glaner, à plusieurs milliers de kilomètres, des recettes qui n'ont rien à voir avec nos sociétés, quelle que soit la valeur qu'elles aient sur place. Devant l'échec de l'internationalisme à l'Est, où tous les particularismes anciens renaissent avec vigueur, devant le manque de réflexion sur des problèmes tels que la participation des citoyens aux décisions politiques et économiques, nous avons, nous, à travailler hors des vieilles ornières.

La chute de Khrouchtchev nous concerne tous. Nous n'avons pas à faire, comme certains, du sentiment en disant : « Adieu, monsieur K. » Nous devons faire en sorte que socialisme signifie : la prise en charge par des hommes adultes de leur destin, et non lutte de clans devant lesquelles nous devrions nous mettre au garde-à-vous.

Jacques Rennes.



Le troisième, à droite, c'était Khrouchtchev.

(Photo Keystone.)

CHINE

La bombe : prélude à l'entrée
à l'O.N.U.

VENDREDI à 16 heures, alors que chacun se penchait sur les biographies de Brejnev et de Kossyguine pour tenter de savoir à qui on avait affaire, une dépêche de Pékin nous apprenait la nouvelle attendue depuis un certain temps... mais pas quelques heures après la disgrâce de Khrouchtchev. Les deux faits ne sont d'ailleurs, semble-t-il, pas liés.

La Chine n'en est pas au point de pouvoir faire exploser une bombe ato-

mique « à la demande ». Il n'empêche qu'il y avait là comme une défaite « posthume » pour M. « K ».

L'expérience qui a eu lieu dans quelque désert du Sin-Kiang, région située dans l'ouest de la Chine, est incontestablement une victoire pour Pékin. Cette victoire a plusieurs sens, mais elle paraît d'abord être scientifique. Il est vrai que, jusqu'en 1958-

1960, l'U.R.S.S. a considérablement aidé la Chine, dans le domaine atomique en particulier. Mais, depuis lors, toute aide a cessé. Or, la Chine doit d'abord développer son économie et donner à manger à ses sept cents millions d'habitants. L'effort réalisé est considérable. Les Chinois ont donc de grands savants. C'est un point qu'il conviendra de ne pas oublier, et pas seulement à propos des questions militaires.

Comparée aux engins russes et américains, la bombe chinoise n'est encore qu'un gros pétard, probablement aussi puissant, certes, que celui qui a ravagé Hiroshima, mais qui n'a aujourd'hui qu'une valeur symbolique. De plus, au dire des spécialistes, cette bombe ne sera utilisable militairement que dans quatre ans. Son intérêt est ailleurs.

Pour la Chine, posséder la bombe signifie se passer de l'apport des pays développés — dans lesquels nous incluons l'U.R.S.S. — dans ce qui constitue la science de notre temps. On peut bien faire remarquer les retards considérables dans des industries « traditionnelles » telles que la sidérurgie, il n'empêche que la Chine se sent une nouvelle dignité.

Autre dignité pour elle que celle d'entrer dans le trop fameux « club nucléaire ». Les cinq Grands ont donc la bombe, si, dans les Grands, on inclut la Chine et on oublie Formose, ce qui paraît être du simple bon sens.

La Chine, d'autre part, si elle continue à tort à qualifier d'« escroquerie » le traité de 1963 sur l'arrêt partiel des essais nucléaires, conteste désormais avec plus de poids qu'auparavant la valeur de ce traité. Elle possède désormais une monnaie d'échange en cas de négociations.

Enfin, la Chine peut trouver un prestige accru auprès des pays sous-développés. On a noté qu'elle avait fait connaître à l'avance son intention de procéder à une explosion à un certain nombre de pays d'Afrique et peut-être d'Asie. Ces mêmes pays, qui ont applaudi au traité de Moscou, et qui s'étonnent que la France poursuive ses essais, font ainsi preuve d'un singulier opportunisme.

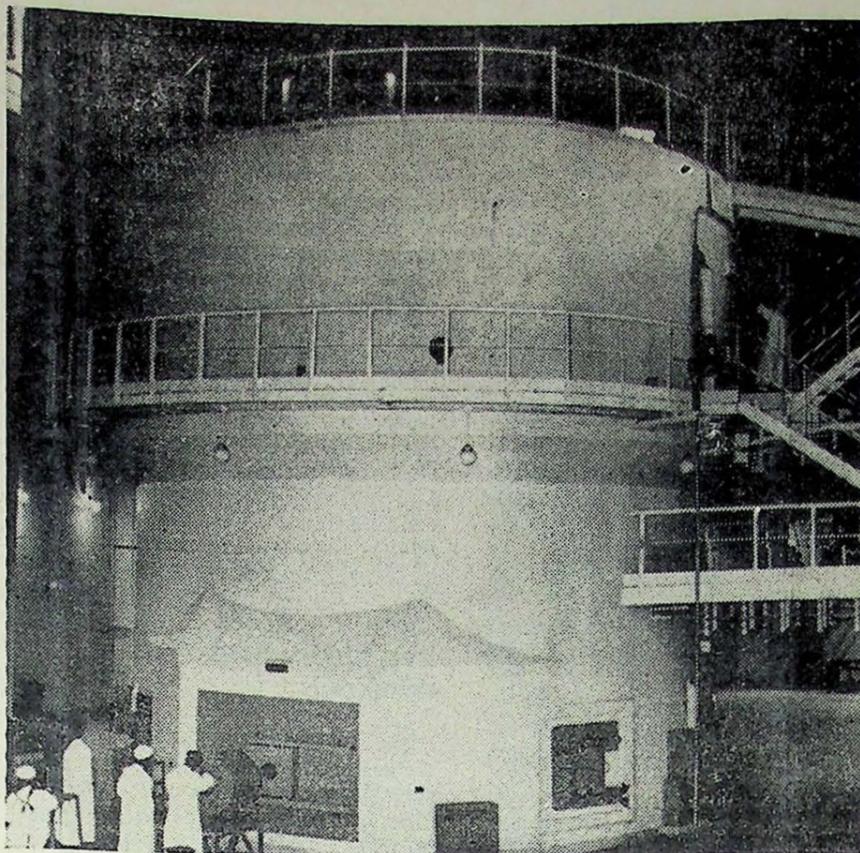
L'équilibre des blocs — ou de ce qu'il en reste — n'est pas du tout compromis. Ce qui est grave, depuis vendredi, c'est que la réaction en chaîne des forces de frappe se développe. Après de Gaulle, Mao, et après Mao, Shastri peut-être, s'il est vrai qu'en Inde des voix s'élèvent pour réclamer la fabrication d'une bombe atomique (il suffit de dix-huit mois pour que les Indiens puissent en faire exploser une). On a remarqué que les pays non alignés réunis au Caire ont refusé d'envoyer une mission à Pékin pour demander aux Chinois de ne pas faire exploser leur bombe.

Il était déjà navrant que les pays développés retirent aux ressources mondiales, et à celles de leurs propres peuples, des sommes importantes au profit des stocks nucléaires. Il est encore plus déplorable de voir les pays pauvres s'aligner sur ce triste exemple. Fallait-il donc que la Chine en arrive là pour se faire reconnaître comme une puissance avec laquelle il faut désormais compter ?

Arrêter la frénésie nucléaire

Le régime chinois a commis la même erreur que le régime français. Mais la Chine a au moins à sa décharge le fait d'être encore rejetée hors de la communauté mondiale par bon nombre de pays. Il est certain qu'elle doit être admise dès que possible aux Nations Unies. Il est certain que le gouvernement américain devrait réviser l'ensemble de sa politique en Asie et profiter d'une négociation générale sur l'ex-Indochine pour avouer que la Chine se trouve sur le continent asiatique, et non sur une petite île sur laquelle règne un vieux dictateur qui rêve d'une impensable reconquête.

Pékin, au moment où la bombe explosait, a proposé à toutes les nations du monde la réunion d'une conférence pour l'abolition des armes nu-



(Photo Keystone.)

Un des douze réacteurs chinois servant à l'industrie nucléaire

cléaires. Dans le contexte diplomatique actuel, une telle proposition n'a aucune chance de recevoir le moindre écho dans les pays intéressés au premier abord. Ce qui pourrait, par contre, un jour, avoir de l'importance, ce serait que la France, débarrassée de son chauvinisme et de sa pseudo-grandeur, ait un régime qui, disant

non aux forces de frappe ruineuses et sans but, adhère au traité de Moscou, laissant à la Chine la responsabilité entière d'expériences déplorables. Alors, peut-être, la frénésie nucléaire sera contenue. Alors, peut-être, jouerons-nous un grand rôle.

J. R.

GRANDE-BRETAGNE

La victoire du Labour : une voix suffit pour gouverner.

LE 10 Downing Street, demeure traditionnelle des Premiers ministres britanniques, a changé de locataire. Sir Alec, le quatorzième duc d'Home, avait, il y a quelques mois, remis au vestiaire ses titres de noblesse pour entrer au Parlement et remplacer à la tête du gouvernement Harold Macmillan, démissionnaire. Mis en minorité devant le corps électoral, le Premier ministre sortant devient aujourd'hui le leader de l'opposition.

Un scrutin serré

Son successeur, Harold Wilson, n'a pas mis quarante-huit heures à former le nouveau gouvernement. Il ne dispose pourtant, au Parlement, que d'une majorité restreinte, puisque les urnes ont accordé 317 sièges aux travaillistes contre 303 aux conservateurs et 9 aux libéraux. Il n'empêche que ces élections ont renversé le rapport des forces au bénéfice du Labour Party en déplaçant 56 sièges à son profit.

Les gains obtenus ont été plus substantiels dans les régions qui n'ont pas eu leur part de la prospérité ; c'est dire à quel point les difficultés économiques ont pesé sur ce scrutin : l'Ulster, l'Ecosse, la région de Liverpool ont manifesté une préférence nettement marquée à l'égard des travaillistes. Le facteur racial, par contre, a joué en sens inverse, défavorisant les travaillistes qui soutenaient des positions antiracistes : l'exemple le plus marquant en est la défaite de Mr. Gordon Walker qui prend, malgré tout, la direction du « Foreign Office ».

Le scrutin se caractérise donc par une baisse certaine des conservateurs, une sensible progression des travaillistes et une remontée des libéraux. Ces derniers passent de 6 à 11 % des voix et gagnent... deux sièges, il faut dire que le mode de scrutin en vigueur (uninominal à un tour à la majorité

simple) favorise essentiellement les deux grands partis. Mais les progrès des libéraux ne se juxtaposent pas géographiquement aux pertes des conservateurs ; il sera intéressant d'analyser ultérieurement les mutations de voix en tenant compte des données politiques, sociales et surtout économiques propres à chaque « constituency ».

La détermination de Wilson

Les progrès et la position charnière des libéraux ont tout de suite posé le problème d'une collaboration avec les travaillistes. Le nouveau « Premier ministre », malgré la majorité restreinte dont il dispose, s'y refuse : il tient à expliquer le programme travailliste présenté aux électeurs et il est conscient qu'une alliance avec les libéraux remettrait en cause certains aspects importants de sa politique.

Harold Wilson a d'ailleurs manifesté, sitôt désigné par la reine, son intention de prendre solidement en main la direction du gouvernement. Il se refuse à mener une politique de prudence et d'hésitation pour ménager la très forte opposition qu'il aura au Parlement. Peut-être d'ailleurs envisage-t-il déjà la possibilité de nouvelles élections, au moment où il l'estimera opportun, et dans le but d'élargir sa majorité ; cela implique, bien entendu, la nécessité de mener une politique intelligente et dynamique capable de gagner l'adhésion populaire.

Le nouveau ministère

L'équipe gouvernementale est déjà au travail. Elle réunit des hommes très divers : les personnalités de la droite travailliste, George Brown, James Callaghan, Gordon Walker, etc.,

mais aussi des représentants de la gauche du parti avec Frank Cousins et Barbara Castle.

A peine le gouvernement est-il constitué que Whitehall se prépare, sans bruit, à inaugurer un nouveau style politique. Harold Wilson, moralement obligé de constituer son cabinet avec les leaders traditionnels du parti, met en place parallèlement un véritable « brain-trust » où seront discutés les grandes décisions à prendre. Dans ce comité, siégeront certains ministres, mais aussi les intellectuels dont Wilson s'est entouré pour dresser les grandes lignes de sa politique d'accélération et de contrôle de la « Révolution scientifique » ; il leur confie aujourd'hui la tâche de mettre au point les réformes nécessaires. C'est dire combien le nouveau Premier ministre, tout en composant avec la vieille équipe, s'entoure d'hommes à la fois nouveaux et compétents.

Tirer les leçons du passé

Dans les conditions où il prend le pouvoir, H. Wilson, s'il veut durer et s'imposer, ne peut se permettre la moindre faute au départ. Le succès de sa tentative sera fonction de la détermination dont il fera preuve, dès les premiers mois, pour mettre en route sa politique. L'échec des trois premiers gouvernements travaillistes doit être présent à l'esprit du nouveau Premier ministre ; il est trop intelligent, d'ailleurs, pour ne pas saisir que cet échec a résulté d'un manque de perspectives politiques à long terme et d'une attitude trop hésitante face à la bourgeoisie.

Mais H. Wilson, s'il est un novateur, est aussi un homme de la plus pure tradition travailliste, en ce sens qu'il attache une importance limitée aux problèmes idéologiques ; ne déclarait-il pas, en plaisantant, qu'il s'est arrêté à la deuxième page du « Capital » ? Ce chef, qui est tout sauf un doctrinaire, mènera-t-il une politique de réformes partielles que le néo-capitalisme est prêt à accepter, ou mettra-t-il progressivement en œuvre de profondes réformes de structures ?

Un test

Il est trop tôt pour répondre à une telle question, mais il est bon de la poser. Dès maintenant, il apparaît que Wilson va incarner un style nouveau et modifier en profondeur, s'il reste longtemps au pouvoir, le parti travailliste lui-même.

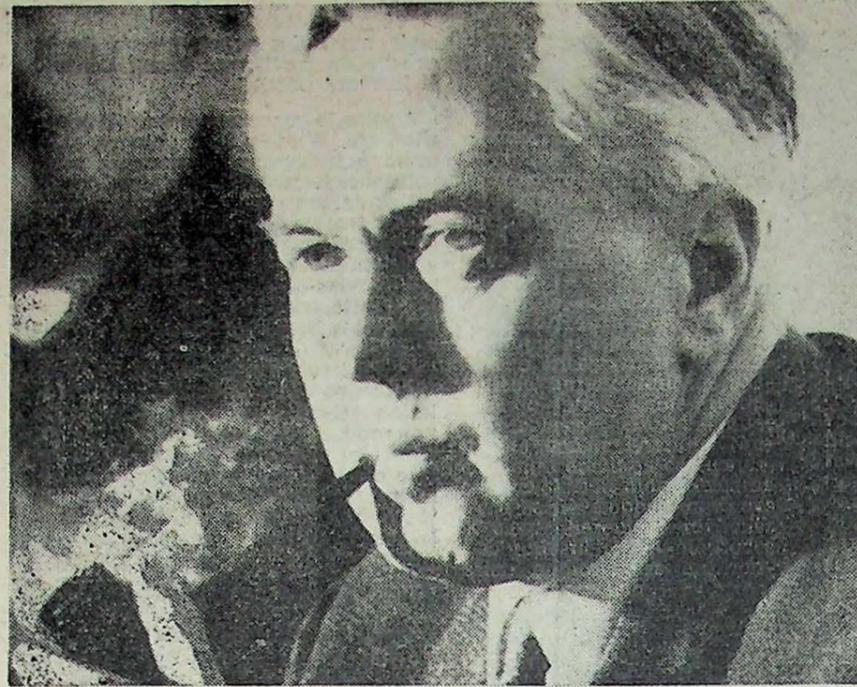
Il est clair aussi que cette expérience, même si elle ne peut, dans un premier temps, prendre une orientation socialiste, va constituer un test pour le mouvement ouvrier européen.

N'oublions pas que les travailleurs britanniques ont été les premières victimes du capitalisme naissant et



(Photo Agip.)

Le nouveau ministre des Finances James Callaghan. La livre se chargera de le faire connaître.



Wilson : 56 sièges gagnés, 4 voix de majorité. (Photo Agip.)

qu'ils ont été les premiers à rechercher, dans la pratique plutôt que dans la théorie, des formes de luttes efficaces. Ils n'y sont pas toujours parvenus et l'histoire de la gauche britannique est riche en échecs. Pourtant une chance leur est aujourd'hui offerte, car le capitalisme d'outre-Manche est relativement malade. Avant que le néo-capitalisme, que représente la fraction dynamique du parti conservateur, ne devienne prépondérant, les travaillistes peuvent imposer certaines réformes des structures de l'économie et, par là même, prendre en main certains leviers de commande. C'est la porte ouverte

vers une alternative socialiste, encore faut-il la vouloir ! Je ne pense pas que tel soit présentement le désir de la nouvelle équipe au pouvoir, mais nous devons d'ouvrir le dialogue avec les forces populaires de Grande-Bretagne qui peuvent être gagnées à cette idée. Pour l'heure, félicitons nos camarades d'outre-Manche et souhaitons que le quatrième gouvernement travailliste, tirant les leçons du passé et tenant compte d'une situation qui lui est favorable, modifie profondément le visage de son pays.

Gérard Denecker.

fer permettent l'acheminement vers ses ports, tels Louraço-Marques et Beira, du cuivre du Katanga et de la Rhodésie, du charbon du Transvaal.

Mais si ce trafic a provoqué un début d'industrialisation, sous l'impulsion de puissantes sociétés financières sud-africaines et anglo-américaines, il n'a pas eu que des avantages pour le peuple mozambicain ; il a amené un resserrement des liens unissant les colons portugais aux Etats fascistes voisins, à savoir l'Afrique du Sud et la Rhodésie méridionale. Pour l'Afrique du Sud, dont le régime ressemble de plus en plus à celui du Reich hitlérien, le Mozambique constitue aujourd'hui un bastion avancé de son système de défense (une curieuse défense fondée sur l'offensive) contre l'Afrique Noire. On peut augurer, dans ces conditions, que la révolution mozambicaine est appelée à se développer dans des conditions particulièrement difficiles pour qui connaît déjà les méthodes de répression impitoyables en honneur dans le pays voisin.

Des séminaristes subversifs

Sur quels cadres autochtones les dirigeants révolutionnaires du Mozambique vont-ils pouvoir s'appuyer ? Deux groupes semblent exercer une influence sérieuse sur la population : le clergé noir et le FRELIMO.

● LE CLERGE AUTOCHTONE. — Il est constitué par le bas clergé. Plus d'une fois celui-ci a manifesté de sérieuses divergences avec le haut clergé d'origine portugaise entièrement acquis à la cause intégriste. Au début de l'année, le supérieur portugais de Louraço-Marques, inquiet de l'esprit subversif que manifestaient ses jeunes séminaristes noirs, leur donna des directives au nombre de dix comme les Commandements. Le septième article de ce surprenant décalogue prescrivait :

« Les peuples natifs d'Afrique ont l'obligation de remercier les peuples

colonisateurs de tous les bénéfices qu'ils ont reçus de ceux-ci. »

On devine l'effet produit sur les jeunes clercs qui ont réussi à m'en faire parvenir la copie.

● LE FRELIMO. — Le « Frente de Libertação de Mozambique » est le résultat de la fusion de trois partis fondés vers 1960 : l'U.D.E.N.A.M. (Union Démocratique Nationale de Mozambique — tendance socialiste), le M.A.N.U. (Union Nationaliste Africaine de Mozambique — tendance cainé de Mozambique — tendance modérée) et l'U.N.A.M.I. (Union Nationale du Mozambique indépendant). C'est en 1962 que ces partis ont décidé de se fondre dans un front de libération. Le siège du FRELIMO se trouve au Tanganyika, le seul Etat voisin qui ne pactise pas avec le colonialisme et où des hommes d'Etat tel Babu, l'animateur de la révolution à Zanzibar, n'ont jamais ménagé leur soutien au mouvement de libération. Le FRELIMO a d'autre part d'importantes délégations sur le reste du continent africain, en particulier à Alger et au Caire où il est solidement appuyé.

C'est vraisemblablement du Tanganyika que sont partis les groupes armés du FRELIMO qui viennent de déclencher l'insurrection au Mozambique. Les communiqués militaires portugais, assez tortueux, laissent entendre que les forces coloniales ne sont pas parvenues à détruire ces premiers foyers de résistance. Il semble que la riposte portugaise ait consisté surtout en une effroyable répression sur la population civile comme en témoigne la déclaration du ministère des Affaires étrangères de Lisbonne en date du 14 octobre : « L'ordre et la paix règnent au Mozambique. » On sait que ce genre d'ordre et de pacification fut imposé aussi dans le passé à Varsovie, à Alger et dans bien d'autres villes du monde. On sait aussi ce qu'il en est advenu.

Jacques Vivien.

MOZAMBIQUE

Printemps austral de la liberté

Pour le peuple du Mozambique, le printemps austral, qui commence on le sait en octobre, sera cette année le printemps de la liberté. Ce n'est pas un hasard si le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) a choisi cette époque pour déclencher la lutte armée contre l'occupant portugais. D'avril à octobre, des chutes de pluie continuelles rendent toute activité impossible sur cette partie du continent africain.

Un pays oublié

Le Mozambique, qu'est-ce que c'est ?

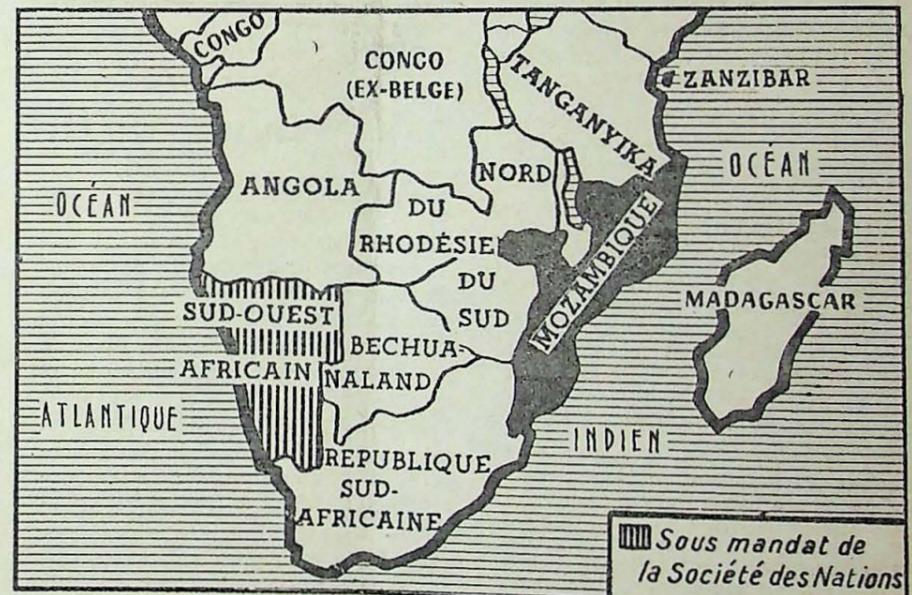
Ce pays oublié, encore sous domination coloniale, et qui fait face à Madagascar, n'avait guère jusqu'à ces derniers temps les honneurs de la grande presse. Le Mozambique a le triste privilège de compter parmi les territoires africains les plus anciennement colonisés et parmi les derniers à trouver les voies de la libération.

Les conditions dans lesquelles s'est effectuée la colonisation portugaise sont la cause principale de cette infortune.

Au XVI^e siècle, les Portugais s'implantent sur la côte mozambicaine dans le but exclusif d'y créer des ports d'escale de la route des Indes ; ils sont en effet déjà présents à Goa. Au XVII^e siècle, l'intérêt du colonisateur grandit pour ce territoire africain dont il veut faire une base d'accès au fabuleux royaume bantou de Monomatopa. L'échec de cette entreprise amène le Portugal à abandonner l'administration du Mozambique, sauf celle des villes portuaires, aux grands propriétaires terriens, indiens et métis qui réduisent en esclavage la population autochtone. On sait que les grands propriétaires terriens — les latifundiaires d'Amérique du Sud en témoignent — n'ont jamais contribué à la mise en valeur d'un territoire et ont toujours constitué un frein à son industrialisation. Cette situation a retardé, dans cette partie de l'Afrique, la constitution de prolétariats urbains, qui fournissent les cadres les plus efficaces aux révolutions, même quand celles-ci ont la majorité de leurs troupes dans la paysannerie.

Un voisin fasciste

La physionomie économique du Mozambique s'est néanmoins modifiée au cours de ces vingt dernières années. Des lignes de chemins de



Mozambique : une frontière commune avec un Etat fasciste.

VIENT DE PARAITRE

ETUDES - DOCUMENTS

● LE LIVRE NOIR DU CONGO, Hélène Tournaire et Robert Bouteaud. — Une histoire vraie qui ressemble à un roman ; l'histoire d'un Congo tumultueux et mouvementé. — Ed. Librairie Académique Perrin.

● LA PRESSE QUOTIDIENNE, Nicolas Faucier. — On est plongé dans l'atmosphère de travail et de combat des ouvriers du livre, puis dans les bureaux des maîtres réels de la presse. — Les Editions Syndicalistes.

● MEDECINE DE GROUPE AU SERVICE DE L'HOMME, docteur Armand Vincent. — L'auteur fait le point des formes actuelles de l'exercice de la médecine en France et montre qu'elles ne correspondent point avec les nécessités de la vie sociale de nos jours. — Les Editions Ouvrières.

● HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, Jacques Fauvet. — Cette première étude bien documentée embrasse la période 1917-1939. — Editions Fayard.

ROMANS

● LES FIANCES, Marcel Bisiaux. — Un gargon et une fille se rencontrent. En quelques jours, ils n'ont plus rien à découvrir l'un de l'autre. Tout a été dit, leurs corps les laissent froids, l'amour a fait place à l'ennui. — Ed. Gallimard.

● LA CORRIDA DES VENDANGES, Elisabeth de Neyrat. — La vie mouvementée d'un homme qui avait juré fidélité à l'ami unique et merveilleux : un camarade espagnol connu en prison et fusillé. — Ed. Gallimard.

● LA MORT DE PAUL, Claudine Jardin. — Une femme trouve enfin la paix après un combat où interviennent l'amour, la sincérité, la comédie, la mort... — Ed. Gallimard.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 56-61, rue La Fayette Paris (9^e)

SCIENCES

VOSKHOD : l'espace à l'échelle humaine

QUELQUES heures avant que le gouvernement soviétique ne devienne bicéphale à l'issue d'un septennat marqué par la déstalinisation active, le lancement d'un satellite à trois places achevait une autre période qui fut sensiblement de même durée. Sept ans plus tôt, l'U.R.S.S. lançait Spoutnik I, le premier satellite artificiel de la Terre, grand comme ces lanternes chinoises en papier, boules qui s'ouvrent comme un accordéon. Cette boule, qui pesait 83,8 kg, accomplit 1.400 révolutions, couvrant 60 millions de km avec une apogée de 947 km.

Une définition de boulet

La sensation fut énorme et cette partie de l'humanité qui avale son journal en même temps que son petit déjeuner eut soudain l'impression que le monde avait changé. Il y eut, bien entendu, quel-

De Gagarine à « Voskhod »

- 12 avril 1961 : « Vostok I ».
— Youri Gagarine est le premier homme de l'espace. Il accomplit un vol orbital de 108 minutes : une révolution.
- 21 avril 1961 : « Vostok II ».
— Guerman Titov accomplit dix-sept révolutions. La durée du vol est de 25 h. 30 et 700.000 kilomètres sont parcourus.
- 11 août 1962 : « Vostok III ».
— Andrian Nikolaïev effectue un vol orbital de soixante-quatre révolutions ; 2.640.000 kilomètres sont parcourus en 88 heures.
- 12 août 1962 : « Vostok IV ».
— Pavel Popovitch effectue quarante-huit révolutions : deux millions de kilomètres parcourus. Durée du vol : 71 heures.
- 14 juin 1963 : « Vostok V ».
— Valéry Bykovski parcourt, du 14 au 19, 3.300.000 kilomètres au cours d'un vol orbital de 119 heures : 81 révolutions.
- 16 juin 1963 : « Vostok VI ».
— Valentina Terechkova effectue un vol groupé avec « Vostok V ». Elle parcourt 2 millions de kilomètres en 71 heures.

ques dissonances et, dans son dépit, le représentant de l'état-major d'une puissance rivale eut ce mot : « Morceau de ferraille ! » Cette définition grinçante n'était pas entièrement dénuée de fond. En fait, cet exploit sensationnel n'était qu'une merveilleuse expérience de balistique. Hommage involontaire du vice à la vertu, un chroniqueur finlandais a écrit, à propos de Voskhod : « Du point de vue scientifique, le dernier vol spatial soviétique n'apporte rien de nouveau et ne consiste qu'en une utilisation des vieilles techniques de l'espace... » Effectivement, il ne semble pas que ce que la presse a appelé triple ou tiercé de l'espace ait beaucoup enrichi la balistique et la mécanique célestes, et cette phrase, qui se voudrait un blâme, ne saurait que rendre plus sensibles les rapports nouveaux de l'homme avec le cosmos.

Avec la chienne Laïka que Spoutnik II emporta à 1.671 km d'altitude pour une ronde de cent millions de kilomètres, il ne s'agissait que de savoir dans quelle mesure un être animé était susceptible de résister à la poussée de l'accélération initiale et de survivre, non pas dans le cosmos, mais dans un infime espace clos reproduisant les conditions fondamentales qui

ont assuré le développement de la vie organique à la surface du globe.

Cosmos pour pilotes d'essai

Quand le commandant Youri Gagarine revint sur terre, le 12 avril 1961, après un tour orbital accompli en 1 h. 48, on tenait déjà une certitude que les vols de Glenn et de Carpenter ne firent que confirmer. On en restait néanmoins au stade de l'exploit sportif, d'une performance pour pilotes d'essai. Après Vostok III et IV, 88 heures de vol pour Andrian Nikolaïev et 71 pour Pavel Popovitch, après notamment les 119 heures de Valeri Bykovski et les 71 heures de Valentina Terechkova, qui clôtura le programme Vostok, un doute subsistait malgré l'optimisme des communiqués officiels. L'homme était-il capable de mener, à bord d'un vaisseau spatial, une activité normale et équilibrée sans que celle-ci ne soit perturbée à la longue par les effets de l'apesanteur, qu'il est impossible de recréer sur terre pour en étudier, « en chambre », les effets sur l'organisme humain ?

Confrontations inévitables

Le lancement de Voskhod nous a appris, et la grande presse ne s'est pas fait faute de le relever, que les Russes possédaient une fusée très vraisemblablement plus puissante que Saturne, la plus puissante du monde, mais en 1968, selon les Américains eux-mêmes ; que le programme spatial soviétique n'avait pas été allégé, bien qu'on eût pu, parfois, avoir l'impression du contraire, et que ses auteurs gardaient la tête assez froide pour définir leurs perspectives de recherches sans sacrifier aux exigences de la politique internationale, quittes à marquer en apparence un temps de retard. Pour les commentateurs qui se donnent le plaisir pervers de compter les coups entre les deux géants engagés dans la course, l'U.R.S.S. mène aux points.

Dans le meilleur des cas, la première capsule biplace Gemini, ne sera pas lancée avant le début de 1965 et, par ailleurs, n'ayant rien de commun avec ce qu'on a appelé avec enthousiasme le laboratoire ou l'institut volant des Russes, l'expérience paraît caduque avant que d'être entreprise. Le système de freinage parfaitement au point de Voskhod met en œuvre des rétrofusées assurant un ralentissement progressif et efficace, c'est dire qu'il pourra donc servir quand la course à la Lune entrera dans la phase décisive. Son équipe, enfin, composée d'un commandant de bord, d'un pilote et d'un médecin, semble ressembler d'assez près au projet américain M.O.L. (Manned orbiting laboratory) destiné à élucider les fonctions stratégiques de l'espace, où un poids d'une quinzaine de tonnes devra permettre d'emporter une équipe d'observateurs pour une durée moyenne d'un mois. Mais Titan III, la fusée porteuse, ne sera prête qu'en 1968, ce qui expliquera sans doute le manque d'esprit sportif manifesté par les Américains devant « Le matin qui se lève ».

Sans que cette confrontation de résultats et de perspectives puisse prendre en soi une importance considérable, elle permet néanmoins d'éclairer les intentions des spécialistes de Baïkonour, malgré toutes leurs réserves et leur discrétion.

Importance du caviar

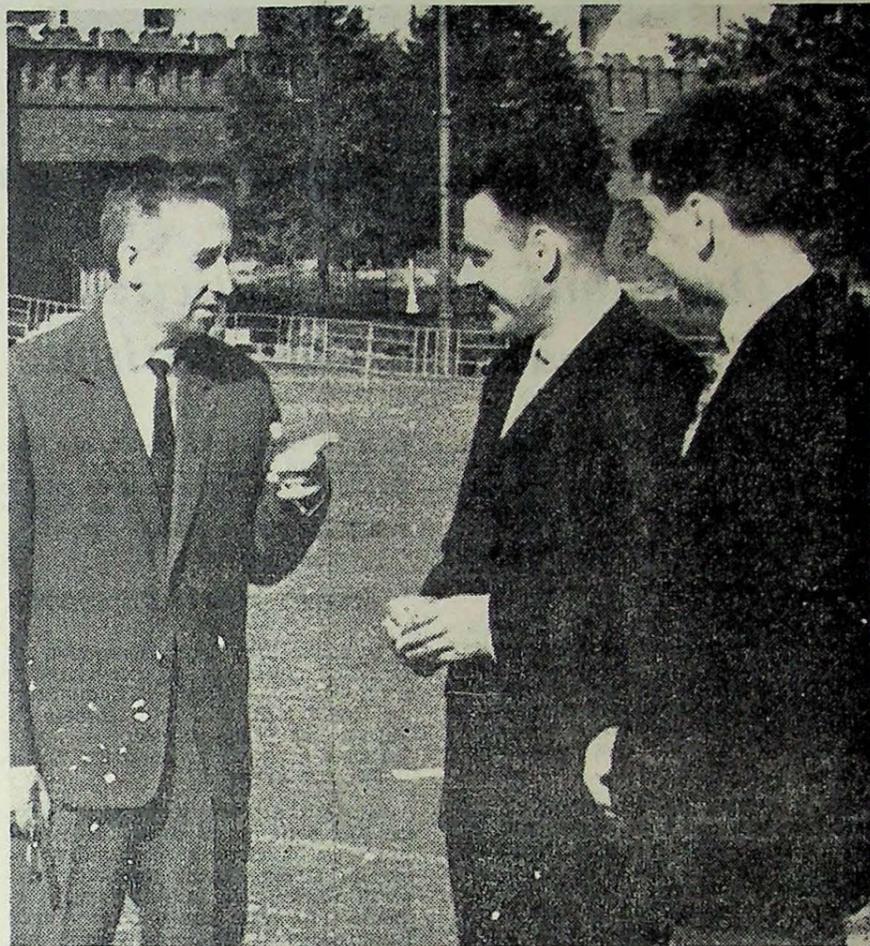
On s'est plu à observer que Komarov et ses compagnons mangeaient du rôti et du caviar, que l'armée était en minorité, que pendant vingt-quatre heures le cosmos avait abrité un « sans parti ». Ces témoignages concordent. A l'heure où l'homme de science remplace le pilote de guerre, il paraît plus intéressant de juger le Voskhod sur ce qu'il est susceptible de nous apprendre, c'est-à-dire sur sa

façon d'engager l'avenir. On peut raisonnablement penser, en effet, qu'il s'agit là d'un premier maillon qui sera ultérieurement suivi de nombreux autres.

S'organiser dans l'espace : une affaire de médecins

Le but n'en peut qu'être la mise au point d'une série d'exigences qui permettront à l'homme de s'organiser dans l'espace et d'y effectuer des séjours de longue durée. A ce stade, les techniciens marquent le pas et les médecins prennent le relais. L'ape-

cial absorbant le gaz carbonique) arrange les techniciens en diminuant la pression sur les parois de l'engin, d'où gain de poids, celles-ci étant plus minces. C'est notamment la solution prévue pour le projet Gemini. Les considérations de poids ne semblent pas gêner les techniciens russes, leurs cosmonautes ont donc toujours respiré un mélange oxygène-azote à la pression normale. D'après certaines informations, l'oxygène-hélium aurait été retenu pour Voskhod I. C'est en tout cas ce mélange qui avait été expérimenté dans des essais de vie en commun en cabine hermétisée où les patients demeuraient de dix à cent vingt jours soumis à certains exci-



(Photo « Tribune ».)

Constantin Feokstítov, Boris Egorov, Vladimir Komarov (de gauche à droite) : vol collégial...

santeur, qui rend impossibles les mouvements et les déplacements coordonnés, au bout d'un séjour de quelques semaines, pourrait conduire à une hypotonie musculaire, éventuellement à la décalcification et, à la limite, entraîner l'apparition de calculs rénaux.

Il se pourrait aussi que l'adaptation du cosmonaute à ce monde d'où tout effort physique serait banni entraîne des troubles extrêmement graves au moment du retour à la terre, l'organisme, « désentraîné » et hypotonique, n'étant plus en état de résister, le cas échéant, aux énormes surcharges de ralentissement. Les techniciens travaillent déjà à fabriquer des outils et dispositifs adaptés à cette situation, mais ils se demandent encore : « Faudra-t-il, oui ou non, créer une attraction terrestre artificielle à bord d'un vaisseau spatial, ce qui ne manquera pas de grever le budget poids et carburant ? » A la médecine de trancher, mais il est probable que la série des Voskhod jouera un rôle important à ce propos dans l'orientation de l'effort soviétique.

Vers l'univers en petit

Aussi bien, le problème est capital : l'homme, qui s'est cru pendant des siècles au centre de l'univers pour découvrir un jour qu'il n'était que le produit d'une interaction de facteurs qui constitue son milieu naturel terrestre. Pour survivre dans le cosmos, il est donc entraîné à recréer artificiellement l'essentiel de ces facteurs ou du moins leurs manifestations par des succédanés plus ou moins appropriés. Nous respirons, par exemple, à la surface du globe, un mélange d'azote à raison de 80 % et d'oxygène à raison de 20 %, comprenant des traces de gaz carbonique. L'utilisation de l'oxygène pur à une pression réduite à un tiers (un dispositif spé-

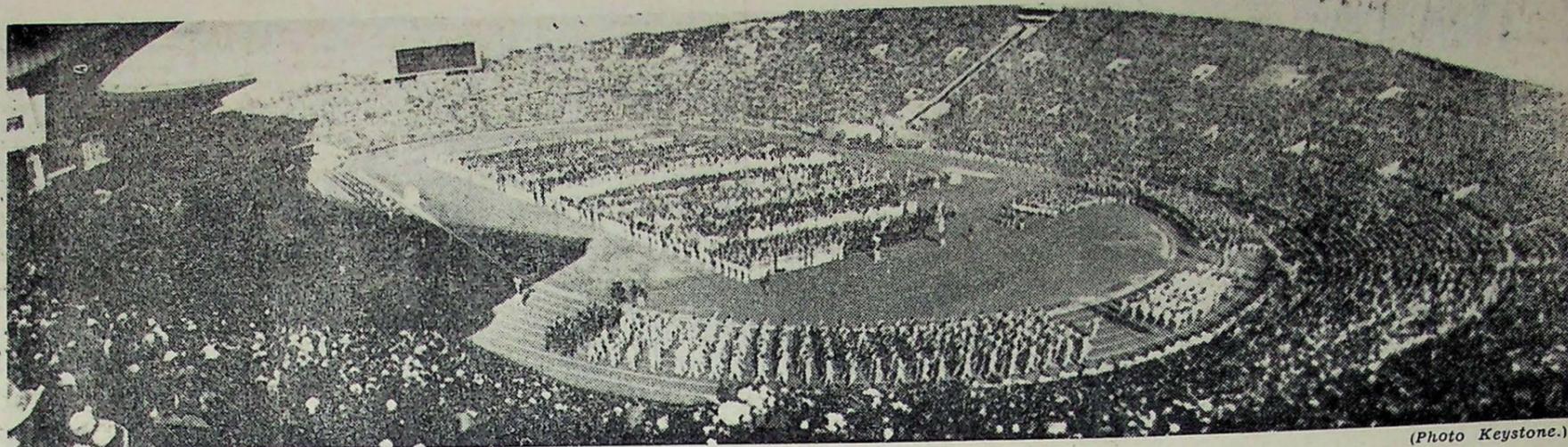
cial absorbant le gaz carbonique) arrange les techniciens en diminuant la pression sur les parois de l'engin, d'où gain de poids, celles-ci étant plus minces. C'est notamment la solution prévue pour le projet Gemini. Les considérations de poids ne semblent pas gêner les techniciens russes, leurs cosmonautes ont donc toujours respiré un mélange oxygène-azote à la pression normale. D'après certaines informations, l'oxygène-hélium aurait été retenu pour Voskhod I. C'est en tout cas ce mélange qui avait été expérimenté dans des essais de vie en commun en cabine hermétisée où les patients demeuraient de dix à cent vingt jours soumis à certains exci-

Les inconnues de la vie quotidienne

Biologie cosmique, psychologie cosmique, des sciences nouvelles que Voskhod met à l'ordre du jour. Sans doute une vie d'équipe bien organisée exige-t-elle un travail par roulement, un « quart ». Il faut constater que cette exigence est singulièrement complexe quand la période orbitale dure de quatre-vingt-dix à cent trente minutes, dont un tiers dans l'ombre de la Terre, et que les horloges physiologiques qui commandent les rythmes de notre vie organique restent soumises au cycle jour-nuit terrestre sans que, pourtant, on puisse donner au cosmonaute la possibilité de le vivre. A la lumière de ce fait, on comprend que le travail en équipe ne relève pas de la terminologie boy-scout, mais soit une nécessité impérieuse.

Nous n'avons pu passer en revue que l'essentiel des problèmes qui se posent devant l'homme avant qu'il puisse envisager l'exploration de la Lune ou des planètes voisines ou graviter pendant un temps prolongé autour du globe. Il est permis de penser qu'ils seront résolus, au moins partiellement, par ces trois hommes, déjà âgés, peu entraînés, mais passionnés par leur œuvre, qui ont ouvert la série Voskhod.

Michel Bergues.



(Photo Keystone.)

Le jour du défilé, tous les espoirs nous étaient permis, mais il faut faire comprendre aux responsables que tout commence à l'école...

SPORTS

De l'abus de la publicité à l'effondrement de l'athlète

A Tokyo, les jeux sont faits, et pour la France, rien ne va plus. L'euphorie du jour de l'inauguration a disparu du camp tricolore. Et chez nos « dieux du stade », c'est la consternation. Les athlètes français ne rapporteront pas une médaille d'or dans leur valise.

Si Christine Caron, J.-C. Magnan, Maryvonne Dupureur, les frères Morel et Claude Arabo nous valent cinq médailles d'argent — ce qui soit dit en passant est une belle performance — Jazy et Gottvalles, les deux chefs de file du sport français, n'ont pas réussi à décrocher un accessit.

Les résultats de nos athlètes ne sont pas, loin s'en faut, désastreux. Ce qui est grave, c'est que dans le grand public, dans tous les milieux la déception est immense. Pourquoi ? Parce que, à longueur de journée, tout un chacun pouvait lire « à la une » des grands quotidiens : « Nos cinq athlètes nous ramèneront des médailles d'or. »

La « grande » presse a transformé nos sportifs en idoles. Nos représentants à Tokyo n'étaient plus des athlètes, mais des gloires nationales qui allaient aux XV^e Jeux olympiques effacer par leurs admirables performances l'échec subi à Rome en 1960.

M. Pompidou, en ouvrant la séance plénière du Haut Comité des Sports, en mai 1964, déclarait : « Je n'ose espérer qu'à Tokyo nous serons aussi heureux qu'à Innsbrück, mais je suis persuadé que les Jeux olympiques démontreront le renouveau du sport français. Nous pouvons désormais prendre place parmi les grandes puissances du sport. »

« Prendre place parmi les grandes puissances », n'est-ce pas un langage familier dans la phraséologie gauloise ?

Car, pour le haut commissaire aux Sports tout le problème était là : il ne s'agissait point de sport aux Jeux olympiques de Tokyo, mais de montrer que l'échec de Rome était la conséquence de la politique désastreuse

de la IV^e République. Tandis que sous le nouveau régime la France de de Gaulle retrouvait son rang de grande puissance et ce, dans tous les domaines, y compris le domaine sportif.

Jeanne d'Arc - Dupureur

La déclaration de M. Pompidou fut le début d'une grande campagne de presse, bien orchestrée. L'humiliation de Rome sera effacée à jamais au Japon. Les porte-drapeaux du sport français tenaient entre leurs mains le prestige national.

Ainsi nos athlètes jouèrent à Tokyo un rôle pour lequel ils n'étaient pas préparés. C'étaient Gottvalles-Dugesclin, Caron-Jeanne Hachette, Magnan-d'Artagnan, Jazy-Bonaparte et, quand il ne resta plus que Maryvonne Dupureur pour sauver la France, nos spécialistes devinrent lyriques. Je n'invente rien. Ainsi l'on pouvait lire dans *L'Equipe*, sous la plume d'Antoine Blondin : « ...Il n'est pas drôle tous les jours d'avoir des chances d'être l'ultime chance et la suprême pensée d'une nation maudite, quand les vestiaires s'apparentent aux cachots du Temple et la chambre d'appel d'une finale aux instances d'un tribunal révolutionnaire. »

« Numéro 45... Dupureur... France. »

« Cette fois, Maryvonne est bonne pour les affres qu'ont connues avant elle Gottvalles et Jazy. Aucun n'en est revenu dans un rayon de soleil. »

« Mais il est difficile de ne pas accorder sa confiance à cette jeune femme d'acier, têtue, casquée à la Jeanne d'Arc de courts cheveux noirs, réservée, un peu distante. »

C'était du délire, notre pays semble occupé par un ennemi mystérieux, venu d'on ne sait où. Seule *Maryvonne-Jeanne d'Arc* — au 800 mètres — pouvait sauver la France et offrir à « Sa Majesté » sa médaille d'or et faire briller les couleurs françaises

sur le mât central du stade olympique de Tokyo, tandis qu'une vibrante *Marseillaise* retentirait, symbolisant la grandeur française enfin retrouvée.

En 1948, à Londres : trente-trois médailles

Mais revenons à la réalité. A quelques jours de la clôture des Jeux olympiques, le délire ne trompe plus personne. Seuls les résultats comptent. A l'heure où nous mettons sous presse, la France se place en onzième position pour la répartition des médailles avec cinq médailles d'argent et cinq de bronze. C'est peu, quand on pense qu'aux Jeux de Londres, en 1948, nous avions récolté trente-trois médailles (sans les Soviétiques, il est vrai).

Dans l'ensemble, nos représentants ont donné le maximum. Gottvalles, sa victoire à Budapest où il pulvérisa le record du monde du 100 mètres, lui coûta certainement une médaille, car « la forme », ce bien précieux pour tout athlète, n'est pas toujours une compagne fidèle. Et encore une fois, après Budapest, Gottvalles fut l'idole qui n'avait plus le droit de perdre. Il est certain que cette obsession eut une grande part dans sa défaite !

Et Jazy, me direz-vous ? Quelle excuse peut-il invoquer pour son échec ? Aucune et plusieurs. Aucune, parce qu'il fut battu par plus fort que lui. Plusieurs, car Michel Jazy ne se présenta pas à la finale en condition optimum. Pour un athlète, le « moral » et la décontraction jouent un rôle prépondérant. Certes, Jazy avait le « moral », mais n'était point décontracté à l'image des champions américains. Jazy savait qu'il jouait son prestige, son avenir, voire sa situation sur ce 5.000 mètres, car de mirobolants contrats l'attendaient. N'avait-on pas écrit que Jazy vengerait Gottvalles et Caron. Qu'il n'avait pas le droit de perdre, etc.

Au total, Michel Jazy avait peur, non pas de ses concurrents, qui sont des adversaires loyaux, mais de la presse, de ses dirligeants, de tout ce qu'il jouait en quelques minutes. Que penseront les Français s'il échouait ? Cette guerre des nerfs lui a fait perdre la plus belle course de sa carrière.

A qui la faute ? A l'organisation du sport français. Déjà certains bons apôtres trouvent des excuses à la défaite française. Un nouveau terme va bientôt apparaître dans le vocabulaire politico-sportif : « le réservoir ».

Je ne plaisante pas. Si nous sommes battus c'est « parce que, à l'inverse des Américains nous manquons d'un réservoir très abondant où l'on puise quand un champion vient à défaillir ». Cela encore mérite une explication.

Nous ne possédons qu'une Christine Caron, qu'un Jazy, qu'un Gottvalles, qu'une Maryvonne Dupureur. A qui la faute ?

« La France est une nation qui ne peut rivaliser avec les Soviétiques ou les Américains. Nous pouvons nous comparer à l'Angleterre, à la Pologne, à l'Italie, à la Hongrie, c'est-à-dire à des nations qui ont sensiblement la même population que la nôtre », déclarait M. Maurice Herzog lors de son speech d'adieu avant son départ pour Tokyo.

L'heure du bilan est venue et avant que ne soit arrêtés les comptes, on trouve déjà à l'actif des nations précitées : Hongrie : 17 médailles, dont 8 or ; Italie : 13, dont 5 or ; Grande-Bretagne : 13, dont 4 or ; Pologne : 12, dont 3 or.

Une réforme

Sans oublier la petite Belgique et la Finlande qui comptent respectivement 2 et 3 médailles d'or.

Le « réservoir » est donc une question de politique sportive et toutes les excuses n'y changeront rien.

Puissent les résultats de Tokyo faire comprendre aux responsables que tout commence à l'école. Un stade supplémentaire, une piscine nouvelle feront beaucoup plus pour le développement du sport français que l'attraction de quelques champions. Ces derniers, trop isolés, ont les épaules et les nerfs trop fragiles pour soutenir le prestige du pays. En ce qui concerne les médailles, puisque c'est de cette façon que l'on compte à chaque Olympiade, les Français devront réformer tout leur système d'organisation s'ils veulent en remporter quelques-unes, fussent-elles de bronze.

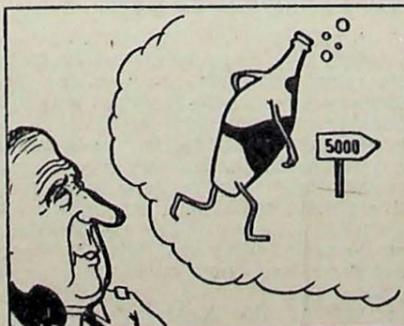
Dans les années à venir, en effet, toutes les nations sauront exploiter cet excellent élément de propagande que sont les J.O. et faire l'effort nécessaire de préparation trop souvent négligé chez nous.

Dominique Laury.

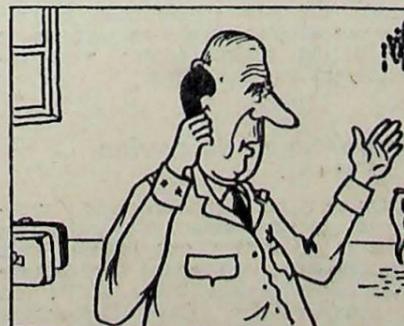
Les revers de la médaille



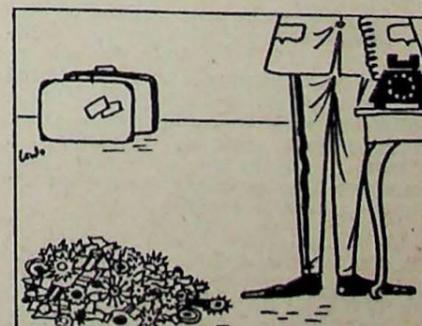
— ...Allô, Crespin ? Vous me ferez huit jours.



— ...Je vois qu'elle n'a pas fait « pschiff », votre fameuse équipe...



— Dites à Herzog qu'il sera nommé ambassadeur à Mexico.



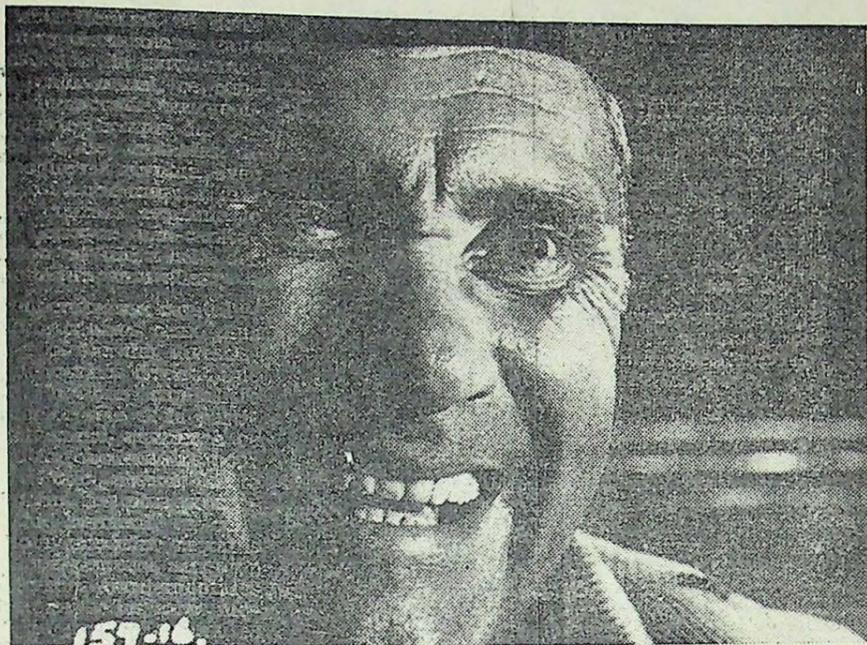
— Heureusement que j'en ai ramené, moi, des médailles !

CINÉMA

“Et vint le jour de la vengeance”

UN western transposé. Géographiquement à cheval sur la frontière espagnole. Un western en noir et blanc (choix essentiellement symbolique), sans saloon et sans chanteuse à guépière, mais fidèle aux modèles du genre. Aux bons... L'Indien, le réprouvé, c'est Manuel (Gregory Peck), ancien combattant républicain réfugié en France. Il passe son temps à battre la montagne pour

forme peu sympathique de la guardia civil. Le shérif, c'est Anthony Quinn. Il a la (sale) gueule de l'emploi : jouisseur sanguin et dents de loup. Un traître (Raymond Pellegrin) ; compagnon de Manuel, il est chargé d'attirer le « bandit » dans un guet-apens en faisant vibrer la dernière corde sentimentale qui relie encore l'exilé à son village natal : sa vieille mère mourante. Manuel, alerté par



L'obsession de s'affirmer et de se venger...

lancer des bombes et attaquer les banques afin d'alimenter les caisses d'un mouvement de résistance au franquisme. Les rangers portent l'uni-

l'enfant d'un de ses plus fidèles amis, ira cependant au rendez-vous mortel. Mais, avant de périr sous les balles de ses ennemis, il aura le temps de faire justice, d'abattre le traître et de « marquer » gravement le chef de la police.

L'ordre et la légalité triomphent ; mais cette victoire prend ici un aspect si repoussant qu'elle ne fait pas illusion, que son efficacité se retourne contre elle. C'est encore une fois le vaincu qui a raison. Les flics, encore une fois, n'ont convaincu personne, ni les villageois qui assitent muets aux congratulations des vainqueurs, ni les spectateurs que Fred Zinnemann a su amener au degré de lucidité nécessaire.

Jean-Jacques Vernon

Le Cinéma cubain à Paris

La « Semaine du Cinéma cubain » a débuté le 21 octobre, à Paris, au cinéma « Le Ranelagh » (16^e), avec « La bataille de Santa Clara ». Elle se poursuivra jusqu'au 27 octobre. Parmi les six longs métrages et treize courts métrages qui témoignent de la vitalité d'un art né (à Cuba) au lendemain de la Révolution castriste, signalons : « Hemingway » et « Le jeune rebelle » (samedi 24) et « Les douze chaises » (soirée du dimanche).

LIVRES

“Après les Armes, citoyens,” de Daniel Blanc

PLUSIEURS années se sont écoulées depuis la fin des combats en Algérie.

Les passions de toutes sortes, normalement enchevêtrées dans un drame de cette importance, tendent à s'apaiser, voire à disparaître, sauf chez une minorité d'exaltés qui ne pourront jamais se pardonner de s'être laissés duper.

C'est donc avec sérieux et sérénité que Daniel Blanc vient d'écrire un livre dont le sujet est un témoignage sur un passé récent, mais aussi une porte ouverte sur la France de demain.

Au cours d'un récit bien conduit et souvent passionnant, se mêlent les impressions quotidiennes des bidasses du contingent, confrontés à une situation inexplicable, et les jugements personnels de l'auteur qui, trop habilement peut-être, choisit toujours l'angle d'éclairage de l'événement même si, en bon sociologue, il s'efforce de ne rapporter que les réponses qu'il a soigneusement notées.

Personne n'est épargné dans cet ouvrage généreux et courageux et ce

n'est pas un mince mérite que d'avoir fait table rase des idées préconçues — ou tout simplement reçues — pour faire place aux réactions spontanées de jeunes garçons étrangers pour la plupart à la contrainte d'un système philosophique ou politique et précipités dans une épreuve pour laquelle ils n'étaient pas préparés.

Ceux-là ont vu l'Algérie comme

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 21 au 27 octobre

LE PÉCHÉ SUÉDOIS

L'objectif d'un appareil photographique découvre les paysages montagneux, cadre grandiose pour une gigantesque chasse à l'homme, les vallées fertiles où fument les murs d'une mecha incendiée, les embuscades de la peur, les bouclages, les tortures, les corvées de bois...

Daniel Blanc a réussi à tirer un cliché fouillé et haut en couleurs. Le grand intérêt de l'ouvrage sera de faire prendre conscience à cette génération des djebels (3.000.000 de soldats, 25.000 morts, 50.000 blessés) de son existence et, aussi, de son importance.

Comment se comporteront, demain, ces jeunes anciens combattants, face aux problèmes politiques, économiques et sociaux ? Ne seront-ils pas à l'origine d'une mutation dans les méthodes d'approche et d'analyse des difficultés à vaincre, des injustices à

réparer ? Ne voudront-ils pas prendre en main la réalisation de leur avenir, plutôt que laisser ce soin à ceux qui les ont abusés et exploités ? Oublieront-ils facilement ce Tiers-Monde et sa profonde détresse, eux qui ont vu ces hommes squelettiques et déguenillés, ces femmes déformées par les grossesses trop nombreuses, ces enfants au ventre gonflé et aux yeux dévorés par les mouches ? Pourront-ils ne pas se souvenir qu'un uniforme et une mitrailleuse pesent infiniment plus, dans la balance, que le bulletin de vote de milliers de citoyens ?

« Après les Armes, citoyens » prépare les questions auxquelles il faudra bien répondre.

Stéphane Pilliet

(Éditions UDAA, 41 boulevard Magenta, Paris (10^e). Prix : 10 F.)

MUSIQUE

Le Violon

ON est toujours en retard sur son époque et c'est pourquoi le violon n'eut pas bonne réputation lors de ses premières apparitions.

Le violon vient de la viole dont les sonorités douces et faibles firent place avec la naissance du violon à un instrument plus puissant et plus complet.

Les contemporains de François Ier apparentaient ses sons à ceux de la trompette.

En un mot, le violon était un instrument de roturiers, il était tout juste bon à faire danser.

Le violon atteignit son sommet avec les célèbres luthiers de Crémone : Amati, Guernarius et Stradivarius.

Le violon se fit tout de même rapidement droit de cité et les morceaux qui lui étaient consacrés par les compositeurs alternaient les parties lentes et bien chantées (adagios) aux parties vives et allègres (allegros), il est probable que ce souci d'alternance a contribué à la création des formes telles que : sonate, concerto, sympho-

nie, qui étaient inconnus à l'époque mais qui se révélèrent peu après.

Jouer le piano en virtuose est plus difficile que le violon, mais jouer le violon en bon amateur est infiniment plus ardu que de jouer du piano dans les mêmes conditions.

En effet, le violoniste « fait » sa note et c'est pourquoi tant de violonistes jouent faux.

La littérature du violon est extrêmement abondante et il en est pour tous les goûts.

Le disque de la semaine

Musique pour cuivres et orgue. Mercury. Mono 121.020. Stéréo 131.020.

Si les trompettes sont rutilantes, les cuivres d'accompagnement et l'orgue s'efforcent de remplacer le quatuor à cordes. C'est un disque très agréable, plein d'oppositions dont les raisons vous sont expliquées par une très bonne notice. Il s'agit néanmoins d'un disque pour mélomane averti.

Pierre Bourgeois.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Rochette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I "Une extraordinaire réussite, ce Littré". JEAN PAULHAN de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire". MAURICE GARÇON de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux". FRANÇOIS MAURIAU de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordait la mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire". MARCEL JOUANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française". RAYMOND QUENEAU de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "biblie de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la manabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur veau livoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Lib-Juie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse Signature

N° C.C.P. ou bancaire

T. S. 7

Une nécessité de l'unité socialiste :

L'ÉLABORATION DU CONTRE-PLAN

L'IDEE qu'à la planification capitaliste et bourgeoise on peut opposer des principes et des objectifs différents de planification, inspirés des conceptions socialistes, même dans le régime actuel, commence à pénétrer dans le mouvement syndical et politique. Néanmoins, il subsiste beaucoup d'incompréhension à cet égard.

Les uns craignent qu'en se préoccupant des structures d'ensemble de l'économie, on perde de vue les revendications immédiates des salariés ou travailleurs indépendants. Les autres estiment qu'on risque d'être amené à discuter sur le même terrain que la bour-

geoisie et le gouvernement, qu'on entre dans le jeu de l'Etat, et craignent qu'on finisse par désarmer l'esprit de revendication et de combat au profit de débats stériles entre techniciens. D'autres encore considèrent qu'il suffit de « dénoncer » les plans capitalistes et technocratiques, comme les autres mécanismes de l'économie bourgeoise, sans se préoccuper ni de les améliorer, ni de les réformer, ni de les concurrencer.

Des objections de ce genre ont souvent été faites à nos projets de « contre-plan » par le parti communiste. Pourtant, il semble qu'au cours des derniers mois une évolution se soit produite à

cet égard dans le mouvement communiste, en particulier, en Italie.

C'est pourquoi il nous paraît intéressant de faire connaître l'opinion exprimée par Togliatti à ce sujet dans son « testament » publié par *Rinascita* le 5 septembre. Comme on va le voir par le large extrait que nous publions ci-dessous les suggestions de Togliatti rejoignent sur plus d'un point les propositions d'étude de « contre-plans » à l'échelle nationale et européenne que n'a cessé de faire le P.S.U. Ce point de vue mériterait un examen sérieux par les communistes français :

« Au sein du système du capitalisme monopoliste d'Etat, des problèmes tout à fait nouveaux se posent ; que les classes dirigeantes ne réussissent plus à résoudre par les méthodes traditionnelles. Aujourd'hui en particulier la question se pose, dans les plus grands pays, d'une centralisation de la direction économique, que l'on cherche à réaliser par une programmation conçue au sommet de l'Etat dans l'intérêt du grand monopole et à travers l'intervention de l'Etat même. Cette question est à l'ordre du jour dans tout l'Occident et l'on parle déjà d'une programmation internationale, que les organismes dirigeants du Marché commun sont en train de préparer. Il est évident que le mouvement ouvrier et démocratique ne peut se désintéresser de ce problème. C'est aussi sur ce terrain qu'il faut se battre. « Cela exige un développement et une

coordination des revendications ouvrières immédiates et des propositions pour une réforme de la structure économique (nationalisations, réformes agraires, etc.) dans le cadre d'un plan général de développement économique à opposer à la programmation capitaliste. Ce ne sera certainement pas encore un plan socialiste, parce que les conditions d'un pareil plan sont absentes, mais c'est une forme nouvelle et un nouveau moyen de lutte pour avancer vers le socialisme.

« ... Au fur et à mesure que les tentatives de programmation capitaliste deviennent plus poussées, la position des syndicats devient plus difficile. Un élément substantiel de la programmation est, en effet, ce qu'on appelle la « politique des revenus », qui englobe une série de mesures visant à entraver le

libre développement de la lutte pour les salaires, par un système de contrôle du niveau des salaires par l'Etat, et par la défense de les augmenter au-delà d'une certaine limite. C'est une politique qui fera faillite (l'exemple hollandais est intéressant), mais elle ne peut être contrecarrée que si les syndicats savent travailler avec fermeté et intelligence, en reliant eux aussi leurs revendications immédiates à la lutte pour les réformes économiques et pour un plan économique dans l'intérêt des travailleurs et des couches moyennes de la société.

« Mais la lutte des syndicats, dans les conditions actuelles de l'Occident, ne peut plus être menée seulement de façon isolée, dans chaque pays. Elle doit se dérouler aussi à l'échelle internationale, avec des revendications et des actions communes. »

Il est clair qu'aujourd'hui la lutte ne peut être menée seulement par les « méthodes traditionnelles ». L'évolution des structures du capitalisme, de l'économie d'Etat, les modifications dans la composition et le statut des travailleurs (en particulier l'extension d'un secteur public), exigent de plus en plus que l'action soit menée à la fois au sein des entreprises et dans le cadre de l'économie nationale entière. Une certaine planification fait partie de la politique capitaliste courante. La puissance des monopoles privés est soutenue et encadrée par celle de l'Etat et de sa « programmation ». Une action doit donc être aussi menée à ce niveau.

Il semble, comme nous le notions la semaine dernière, que le Comité central du P.C. se soit avisé de cette nécessité lors de sa dernière session, puisque sa résolution indique, parmi les « grandes mesures » préconisées, la « réalisation d'un plan économique, social et culturel fondamentalement différent du plan gaulliste par ses objectifs et par son

élaboration démocratique, par ses moyens comme par les conditions politiques de sa mise en œuvre ».

C'est exactement ce que nous n'avons cessé de préconiser sous le nom de « contre-plan ». Nous nous en félicitons, car nous pensons que là se trouve un des éléments essentiels de ce que doit devenir le programme du front des socialistes, de l'opposition cohérente au régime qui se cherche encore.

En soumettant au Conseil économique et social et au Parlement un projet de V^e Plan soumis à l'opinion des députés, de Gaulle, Pompidou et Giscard ont placé les organisations au pied du mur. Devant tout le pays, nous devons nous prononcer, et surtout exposer les raisons de notre refus. Nous devons le faire en faisant l'agitation pour un autre type de plan. Il ne s'agit pas seulement de demander des rectifications du plan gaulliste, ou des modifications de détail dans les chiffres, comme on peut le faire dans la discus-

sion de chapitres budgétaires. Il s'agit d'opposer à toute une conception de la vie économique une autre conception, qui ouvre la voie à un développement socialiste.

On nous a souvent dit que ces problèmes « n'intéressaient » pas les gens. C'est en partie vrai. Mais c'est parce qu'on n'a rien fait pour les y intéresser et leur montrer l'importance politique et sociale de la planification ; c'est parce qu'on a laissé le champ libre à la propagande gouvernementale. Aujourd'hui, il est temps de renverser la vapeur. Si les grandes organisations syndicales, au lieu de se contenter de « faire des réserves » dans la Commission du Plan où elles siègent, et si les partis politiques des travailleurs s'unissaient pour élaborer un contre-plan de lutte, le propager et le lier à la défense des revendications directes, un grand pas serait fait vers l'unité solide de la gauche.

Pierre Naville